



Assemblée générale

Distr. générale
2 octobre 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 177 de l'ordre du jour

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et la Commission préparatoire de l'Organisation
du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Note du Secrétaire général

Le rapport du Secrétaire exécutif de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires pour l'année 1999 est présenté ci-après à l'Assemblée générale conformément aux dispositions de l'article IV, paragraphe 1, de l'Accord devant régir les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Commission préparatoire (résolution 54/280 de l'Assemblée générale, annexe). Le Secrétaire exécutif rendra compte des activités de la Commission dans l'exposé qu'il fera à l'Assemblée générale.



Annexe

**Rapport du Secrétaire exécutif
de la Commission préparatoire
de l'Organisation du Traité d'interdiction complète
des essais nucléaires à la onzième session
de la Commission préparatoire***

Résumé

Le rapport adressé par le Secrétaire exécutif à la Commission préparatoire rend compte des activités que le Secrétariat technique provisoire a menées en 1999. Ces dernières concernent notamment les domaines ci-après : mise en place du Système de surveillance international; exécution du Plan de mise en service progressive du Centre international de données; mise en place du système mondial de communications; élaboration du Manuel opérationnel des inspections sur place, formation aux inspections sur place et achat de matériel destiné aux inspections sur place; élaboration du cadre général d'évaluation, promotion d'un système d'assurance-qualité et renforcement des synergies entre l'évaluation et l'assurance-qualité; appui aux organes directeurs; questions financières et budgétaires; questions relatives au personnel; achat de matériel; vérification interne; affaires juridiques; information à l'intention du public, relations extérieures et coopération internationale; et, enfin, conférence convoquée en vertu de l'article XIV du Traité.

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Introduction | 3 |
| A. Grand programme 1 : Système de surveillance international | 3 |
| B. Grand programme 2 : Centre international de données | 6 |
| C. Grand programme 3 : Communications | 14 |
| D. Grand programme 4 : Inspections sur place | 15 |
| E. Grand programme 5 : Évaluation | 18 |
| F. Grand programme 6 : Organes directeurs | 21 |
| G. Grand programme 7 : Administration, coordination et appui | 21 |
| H. Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité, convoquée en vertu de l'article XIV | 33 |

* Document initialement publié sous la cote CBTB/PC-11/1/Annex III.

INTRODUCTION

1. Le présent rapport rend compte des activités que le Secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires a menées en 1999, dans le cadre de l'exécution des grands programmes 1 à 7.

A. GRAND PROGRAMME 1: SYSTÈME DE SURVEILLANCE INTERNATIONAL

2. On trouvera exposées à la présente section les activités menées par la Division du Système de surveillance international (SSI) ainsi que les avancées enregistrées dans la mise en service du SSI, telle que prévue dans les programmes de 1997, 1998 et 1999.

3. En 1999, pour la première fois, des stations ont commencé, pour chaque technique de vérification, à transmettre des données au Centre international de données (CID). Il a fallu pour cela que la Division du Système de surveillance international (particulièrement la Section des communications mondiales) et la Division du Centre international de données coordonnent de près l'installation, tant dans ces stations que dans les centres nationaux de données, d'une interface avec l'Infrastructure de télécommunications mondiale (ITM), l'adaptation des logiciels du CID afin qu'ils puissent accepter les données transmises par ces stations, et l'évaluation de la qualité et de l'intégrité des données reçues.

4. Un grand pas en avant a été accompli en ce qui concerne l'achat de matériel destiné aux stations de surveillance sismologique, aux stations de détection des phases T et aux stations de surveillance des radionucléides. En effet, la plupart du matériel requis au cours des deux exercices à venir sera obtenu au moyen de commandes permanentes adjugées par appel à la concurrence internationale. La charge de travail de la Section des achats s'en trouvera réduite et le matériel utilisé pour les stations du SSI sera davantage uniformisé.

A.1 Mise en service du Système de surveillance international

5. On trouvera récapitulé dans les tableaux 1 et 2 ci-après l'état d'avancement, à la fin 1999, des études de site et des travaux d'installation de stations.

Tableau 1. État d'avancement, à la fin 1999, du programme relatif aux études de site

| Technique | Étude achevée ou non nécessaire | Étude en cours | Marché en cours d'adjudication | Étude non entreprise |
|---|---------------------------------|----------------|--------------------------------|----------------------|
| Surveillance sismologique (réseau primaire) | 43 | 1 | 0 | 6 |
| Surveillance sismologique (réseau auxiliaire) | 94 | 8 | 6 | 12 |
| Surveillance des infrasons | 22 | 11 | 10 | 17 |
| Surveillance hydroacoustique | 3 | 5 | 0 | 3 |
| Surveillance des radionucléides | 34 | 14 | 6 | 26 |

Tableau 2. État d'avancement, à la fin 1999, du programme relatif à l'installation de stations

| Technique | Installation achevée/ station conforme aux spécifications | Installation en cours | Marché en cours d'adjudication | Installation non entreprise |
|--|---|--------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|
| Surveillance sismologique (réseau primaire) | 14* | 15 | 2 | 19 |
| Surveillance sismologique (réseau auxiliaire) | 29* | 3 | 3 | 85 |
| Surveillance des infrasons | 3 | 13 | 8 | 36 |
| Surveillance hydroacoustique | 0 | 4 | 0 | 7** |
| Surveillance des radionucléides | 4 | 15 | 9 | 52 |

* Dans beaucoup des stations de surveillance sismologiques qui sont conformes, dans l'ensemble, aux spécifications requises, il reste à installer des dispositifs d'authentification des données et à établir la liaison avec l'ITM.

** Trois stations de surveillance hydroacoustique sont exploitées et transmettent des données, mais il reste à y effectuer d'importants travaux de mise à niveau.

6. On trouvera brièvement récapitulées ci-après, pour chacune des techniques de vérification, les avancées enregistrées dans la mise en service des stations du SSI, particulièrement en 1999. Un récapitulatif des travaux menés dans chaque station au titre des programmes de 1997, 1998 et 1999, plus précis et mis à jour, figure dans le document CTBT/PTS/INF.142/Rev.3.

4.1.1 Système de surveillance sismologique

7. En ce qui concerne le système de surveillance sismologique, on s'est essentiellement attaché à mettre à niveau les stations exploitées afin qu'elles répondent aux spécifications établies par la Commission préparatoire, ainsi qu'à préparer l'installation des nombreuses stations à créer dans un avenir proche (étude et préparation approfondie des sites), la priorité étant accordée au réseau primaire. Ainsi, en 1999, six stations composites et plusieurs stations à trois composantes à créer ont fait l'objet d'une étude de site et des marchés sont prévus ou sur le point d'être conclus en vue de la préparation et de l'installation de plusieurs d'entre elles. À la fin 1999, on achevait l'évaluation des propositions reçues en vue de l'achat, au moyen de commandes permanentes, de systèmes complets d'acquisition de données sismologiques pour au moins quatre stations composites et huit stations à trois composantes.

8. Dès que la Commission préparatoire a approuvé le plan d'application relatif à l'authentification des données, la Division du Système de surveillance international s'est employée à recenser le matériel d'authentification disponible sur le marché et à en étudier les caractéristiques. Les spécifications techniques des divers dispositifs d'authentification requis font désormais partie intégrante des documents relatifs à l'achat de matériel de surveillance sismologique.

9. En 1999, des personnels techniques se sont rendus dans quatre stations du réseau primaire pour déterminer si elles pouvaient être certifiées et ont estimé qu'il restait encore à les perfectionner. Des travaux sont menés en coopération avec les organismes responsables de ces stations en vue de les mettre au niveau requis.

10. Dans la mesure où elles sont dotées des techniques les plus anciennes, plusieurs stations de surveillance sismologique devront être testées et évaluées au cours du premier semestre 2000. Alors que l'on envisage déjà l'exploitation continue des stations, on s'emploie à concrétiser en procédures opérationnelles les concepts énoncés dans le projet de manuel.

A.1.2 Système de surveillance des infrasons

11. En ce qui concerne le système de surveillance des infrasons, on s'est essentiellement attaché, en 1999, à achever les études de site prévues, pour lesquelles un nouveau jeu de matériel a été mis au point. Trois équipes indépendantes se consacrent désormais à la réalisation de ces études, à l'installation des stations et à leur certification. En tout, 12 études de site ont été menées à bien en 1999, l'une effectuée en vertu d'un marché passé avec un organisme, une autre au titre de la modalité de réduction de contribution et les 10 dernières par des personnels du Secrétariat. L'installation de deux stations a été financée au titre de la modalité de réduction de contribution. Des travaux d'installation sont en cours dans 11 stations, dont deux au titre de cette modalité. Ils sont quasiment achevés dans trois de ces stations, qui devraient être opérationnelles au début 2000. Des marchés sont en cours de négociation, qui concernent 11 autres stations.

A.1.3 Système de surveillance hydroacoustique

12. Pour ce qui est du système de surveillance hydroacoustique, on s'est essentiellement employé, en 1999, à entamer des travaux dans trois stations à hydrophones, cette technique étant celle qui revient le plus cher à installer. Dans deux des stations, les travaux de conception et de fabrication sont quasiment achevés, de sorte que l'installation pourra se faire avant le second semestre 2000. Pour ce qui est de la troisième, les travaux ont été entamés alors que le marché y relatif n'a été conclu qu'il y a peu, et l'installation est prévue pour le début de 2001. Les travaux relatifs à deux de ces stations, qui ont fait l'objet d'un appel d'offres international, sont intégralement financés par le budget de la Commission préparatoire. Pour la troisième, les frais sont partagés entre l'État concerné et la Commission. Compte tenu des avancées réalisées dans l'exécution de ce programme, les dépenses engagées au titre de l'exercice 1999 ont été élevées; elles devraient sensiblement diminuer en 2000.

13. En 1999, des progrès importants ont également été réalisés en ce qui concerne les stations de détection des phases T. Un sismographe a été installé dans l'une d'elles, qui transmet déjà des données. Un deuxième système sismographique a été préparé et y sera installé au début 2000, la station étant alors entièrement équipée. Enfin, des travaux ont été menés sur le terrain en vue de la réalisation de l'étude du site de deux stations de ce type.

A.1.4 Système de surveillance des radionucléides

14. En 1999, trois commandes permanentes ont été passées pour l'achat de détecteurs, d'échantillonneurs d'air et de systèmes destinés à des stations automatiques. Des détecteurs et échantillonneurs d'air ont été commandés et l'évaluation, sur le plan commercial, des offres reçues pour les systèmes automatiques sera achevée à la fin janvier 2000.

15. Trente-trois études de site ont été achevées et approuvées et des travaux sur le terrain ont été menés en vue de la réalisation de 16 autres. Des travaux d'installation sont en cours dans 19 stations, dont quatre au titre de la modalité de réduction de contribution et sept à la charge des États concernés. Les travaux d'installation de huit stations, financés au titre de marchés conclus par le Secrétariat, sont sur le point de s'achever.

16. En ce qui concerne l'expérience relative à la détection des gaz rares, un système de détection et d'analyse a été installé à l'Institut für Atmosphärische Radioaktivität (IAR) de Freiburg (Allemagne) en octobre 1999. À ce jour, 64 échantillons ont été recueillis et analysés automatiquement par le système d'une part et manuellement par les spécialistes de l'IAR, de l'autre. Des marchés ont été conclus en vue de l'acquisition de deux autres de ces systèmes.

A.2 Formation

17. Le cinquième stage de formation initiale à l'intention de participants d'Europe orientale, d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale s'est déroulé à Doubna (Fédération de Russie) du 8 au 12 juin 1999. Y ont pris part 29 stagiaires de 18 pays différents.

18. Le programme de formation technique lancé en 1998 se poursuit; c'est ainsi qu'un stage s'est tenu à Vienne du 27 septembre au 1^{er} octobre 1999, suivi, en octobre et en novembre, d'une formation spécialisée dans chacune des techniques de vérification, dispensée par diverses institutions compétentes. Quinze stagiaires, originaires de 10 pays, n'ont participé qu'à la première partie du stage, à Vienne, et 26 autres, provenant de 20 pays, à la seconde partie, en Australie et en Argentine (surveillance des radionucléides), en France (surveillance des infrasons) et en Norvège (surveillance sismologique).

B. GRAND PROGRAMME 2: CENTRE INTERNATIONAL DE DONNÉES

19. On trouvera récapitulées ci-après les avancées enregistrées au titre des quatre programmes relatifs à la mise en service progressive du CID. Parmi les réalisations les plus marquantes, on citera les suivantes:

- Exécution intégrale de toutes les étapes de la phase 3 du plan de mise en service progressive du CID (Démarrage des opérations initiales au CID de Vienne) et lancement, en mars 1999, de la phase 4 (Essai initial du matériel et du logiciel du CID de Vienne);
- Installation, validation, essai et évaluation initiale des versions 2 et 2.1 des logiciels d'application du CID;
- Augmentation du nombre de séries journalières de données analysées manuellement (de deux à cinq par semaine) en vue de l'essai et de l'évaluation des logiciels;
- Lancement des préparatifs en vue de la diffusion, auprès des États signataires et à titre expérimental, des premières données et des premiers produits et services du CID;
- Exécution intégrale du programme relatif aux achats pour 1999;
- Tenue de deux stages de formation aux opérations du CID et de deux autres stages à l'intention des personnels de centres nationaux de données;
- Mise en place d'un réseau informatique intégré en vue d'améliorer la fourniture de services de bureautique et de services scientifiques aux États signataires et aux personnels du Secrétariat;
- Renforcement de la collaboration avec les autres divisions du Secrétariat, par la création de groupes interdivisions chargés de traiter efficacement des questions relatives à l'interface entre le SSI et l'ITM, à l'acquisition de données provenant du SSI ainsi qu'à l'informatique, et par la mise sur pied d'une base de données centralisée sur la gestion des projets, destinée à l'ensemble des services du Secrétariat.

20. Étant donné la nature de ses activités, le CID a souvent été amené à participer à des équipes de travail intégrées dans le cadre de la mise en œuvre de divers grands programmes et en collaboration avec différents services du Secrétariat.

B.1 Gestion, coordination technique et formation

21. Le programme relatif à la gestion, la coordination technique et la formation permet de planifier, d'administrer et de coordonner les divers programmes du grand programme 2, ainsi que de coordonner les activités du CID avec celles des autres divisions. Les réalisations les plus marquantes sont exposées ci-après.

B.1.1 Nouvelles versions des logiciels d'application du CID

22. Grâce à la coopération établie entre le personnel du CID prototype et celui de toutes les sections de la Division du Centre international de données, le transfert et l'essai des versions 2 et 2.1 des logiciels d'application se sont déroulés avec succès.

23. La version 2 est la deuxième des quatre versions des logiciels d'application du CID prototype. La version 2.1 en est une mise à jour destinée à assurer la compatibilité 2000 des systèmes informatisés du CID. Ces deux versions, contrairement aux précédentes, sont dotées de fonctions permettant de demander des données auxiliaires et d'exécuter des calculs élémentaires relatifs au transport atmosphérique. Elles comportent un certain nombre de perfectionnements, et des problèmes apparus dans les versions précédentes ont été réglés. Enfin, et c'est ce qui fait leur intérêt, elles jettent les fondements de la diffusion, auprès des États signataires et à titre expérimental, des données reçues des stations du SSI ainsi que des produits et services du CID. L'essai préliminaire de cette fonction a débuté à la fin novembre.

24. Le programme relatif à l'infrastructure a trait à la mise en place, l'administration, la maintenance et le fonctionnement sécurisé du matériel informatique et des logiciels du commerce. On trouvera récapitulées ci-après les avancées les plus marquantes enregistrées en 1999.

25. Prévues pour février 1999, le transfert de la version 2 a été retardé, des difficultés ayant surgi quant à la délivrance de la licence d'exportation par les autorités des États-Unis. En conséquence, l'infrastructure, qui avait été adaptée de sorte à recevoir la version 2 en janvier 1999, a dû être reconfigurée afin que l'on puisse réinstaller la version 1. Une nouvelle reconfiguration a eu lieu, à l'aide de la liste de pointage, avant la réception de la version 2 en mai. Le transfert de la version 2 a débuté le 10 mai 1999, les essais de validation s'achevant le 19 juillet. Les mises à niveau destinées à assurer la compatibilité 2000 du matériel informatique et des logiciels ont été menées au troisième trimestre. Le transfert de la version 2.1 a débuté le 28 septembre pour s'achever le 16 novembre, date à laquelle ont été menés à bien les essais de validation et ceux relatifs à la compatibilité 2000.

26. L'essai et l'évaluation en profondeur de la version 1 des logiciels d'application commencés en 1998 se sont poursuivis et plusieurs grandes études ont été menées à bien. À la fin 1999, on avait déjà entamé l'évaluation et l'essai approfondi de la version 2.1. Les premiers travaux ont essentiellement porté sur le contrôle de la qualité des données traitées par le logiciel DFX et sur l'algorithme de détection retenu aux fins du traitement des données hydroacoustiques. On a continué également d'étudier les moyens d'exploiter les résultats de la comparaison des données de référence en vue du réglage des systèmes de traitement des données provenant de stations de surveillance sismologique, de sorte à réduire le nombre de signalisations erronées d'événements et à améliorer l'efficacité du processus de détection.

B.1.2 Formation

27. Le programme de formation aux opérations du CID vise à étoffer la liste des candidats éventuels à des postes de la Division du Centre international de données qui seraient à pourvoir et à diversifier l'origine géographique des postulants. Les stagiaires se familiarisent avec les dispositions du Traité, les tâches imparties au Secrétariat et les fonctions et responsabilités assignées au CID; des travaux pratiques approfondis leur apprennent à analyser des données à l'aide des logiciels d'application du CID. Le troisième de ces stages, et le premier à s'être déroulé à Vienne (dans les locaux du CID), s'est achevé le 4 mai 1999; il a réuni, pendant six mois, six participants originaires d'autant de pays. Le quatrième stage, qui s'est achevé le 12 novembre 1999, a réuni cinq participants, de cinq pays. Cinq autres personnes ont été sélectionnées parmi 80 candidats pour prendre part au cinquième stage, qui devrait débuter en mars 2000.

28. Deux stages pilotes ont été organisés en vue de transmettre aux personnels des centres nationaux de données les informations et les compétences requises pour que les États signataires puissent tirer le meilleur parti des données, produits et services du CID. C'est ainsi que 21 stagiaires originaires d'autant d'États signataires ont pris part au stage de formation initiale des cadres qui s'est déroulé à Vienne du 8 au 12 novembre 1999, et 11 autres, provenant de 11 États signataires, ont participé au stage de formation initiale des techniciens qui s'est tenu du 29 novembre au 10 décembre.

B.2 Surveillance

29. Le programme du CID relatif à la surveillance permet l'essai opérationnel intégré des logiciels et de la diffusion de services aux États signataires. En 1999, les réalisations les plus marquantes se rapportent à l'essai opérationnel des versions 2 et 2.1 des logiciels d'application et aux activités préalables à la diffusion, à partir du début 2000, de produits standard sept jours sur sept.

B.2.1 Essai des systèmes de traitement et d'analyse des données sismologiques, hydroacoustiques et infrasonores

30. En 1999, le nombre des stations transmettant des données sismologiques est passé de 44 à 82. Les problèmes que pose l'obtention des données de ces stations, lesquelles agissent à titre bénévole, constituent sans doute l'un des principaux obstacles à l'élaboration, par le CID, de produits-tests de qualité; il semble qu'il faille les imputer essentiellement à des mises hors service temporaires des stations, à la précarité des transmissions et à des arrêts temporaires des opérations des centres nationaux de données. D'une manière générale, le taux de disponibilité des données ne dépasse 95 % que dans 15 à 20 stations et il est souvent arrivé que l'on ne reçoive que peu de données, voire aucune. La situation devrait cependant s'améliorer en 2000, à mesure qu'augmente le nombre de stations reliées à l'ITM.

31. L'acquisition et le traitement automatiques des données se sont poursuivis 24 heures sur 24 et sept jours sur sept en vue d'évaluer les capacités et la stabilité des logiciels, les seules interruptions intervenant à l'occasion de l'installation de ces derniers. La version 2 tardant à être livrée, la version 1 a été réinstallée afin que l'on puisse procéder à des essais. La Division a alors produit des listes standard des événements de type 1 (LSE 1) pour 50 séries journalières de données, signalant au total 4 684 événements, ainsi que des bulletins révisés des événements pour 24 séries journalières, concernant en tout 963 événements. Entre les essais de validation de la version 2, en juillet, et la fin novembre, les analystes du CID ont produit des bulletins révisés des événements pour 51 séries journalières (voir le tableau 3), passant de deux à cinq séries par semaine.

Tableau 3. Nombre d'événements consignés dans les listes et bulletins du CID et du CID prototype entre le 1^{er} juillet et le 30 novembre 1999

| Produit | CID | CID prototype |
|---|-------|---------------|
| Liste standard automatique des événements (LSE 3) (153 séries journalières) | 9 334 | 9 140 |
| Bulletin révisé des événements (51 séries journalières analysées au CID) | 1 955 | 1 921 |

32. Tous les essais, qu'ils se rapportent ou non aux produits, ont été d'une extrême utilité car ils ont permis de déceler les carences des logiciels et de perfectionner les procédures suivies. Des expériences au cours desquelles tous les spécialistes ont, chacun de leur côté, analysé les mêmes données ont fait apparaître que les méthodes de travail variaient et qu'il y avait lieu de perfectionner les procédures et les prescriptions. La comparaison entre les bulletins révisés produits par le CID prototype et ceux établis par le CID montre que, même lorsque la disponibilité des données était quasiment identique, près de 14 % des événements n'étaient signalés que par l'un ou par l'autre; cela s'explique sans doute par le fait que le traitement

automatique des données aboutit à des résultats différents et que les procédures d'analyse manuelle ne sont pas les mêmes. Ces questions feront l'objet d'une attention particulière en 2000.

B.2.2 Essais des systèmes de traitement et d'analyse des données relatives aux radionucléides

33. En 1999, le nombre des stations transmettant des données sur les radionucléides aux fins de la production de bulletins est passé de 16 à 18. On a pu tester, à titre préliminaire, certes, mais néanmoins fort utilement, les capacités des versions 1, 2 et 2.1 des logiciels d'application. Six des 18 stations ont été exploitées quotidiennement et les 12 autres ont effectué des prélèvements hebdomadaires. Parmi les premières, trois ont été exploitées en "mode SSI" (opérations de prélèvement, de décroissance et d'acquisition 24 heures sur 24 et sept jours sur sept) et trois autres ont été intégralement exploitées quatre jours par semaine, tandis qu'en fin de semaine seuls des prélèvements étaient effectués. En règle générale, des opérations de traitement et d'analyse ont été faites pour chaque série journalière reçue, sauf les jours où les logiciels d'application n'étaient pas exploités (voir le tableau 4).

Tableau 4. Spectres reçus et traités du 1^{er} janvier au 17 décembre 1999

| Catégorie | Total | Niveau 1 | Niveau 2 | Niveau 3 | Niveau 4 | Niveau 5 |
|---|-------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Nombre de spectres reçus | 2 032 | - | - | - | - | - |
| Traitement automatique des données | 2 030 | 1 055 | 213 | 229 | 326 | 30 |
| Nombre d'événements révisés | 2 030 | | | | | |
| Nombre d'événements révisés et classés par niveau | 1 853 | 1 357 | 90 | 338 | 68 | 0 |
| Nombre d'événements révisés mais non classés | 177 | | | | | |

B.2.3 Fusion des données, contrôle de la qualité et services fournis

34. La Division du Centre international de données a commencé à tester les capacités et les performances du logiciel d'analyse des modèles de transport atmosphérique et des outils connexes de fusion et de visualisation des données intégrés aux versions 2 et 2.1 des logiciels d'application. C'est ainsi que l'on a quotidiennement procédé à l'extraction de données météorologiques, au contrôle du système d'analyse des modèles de transport atmosphérique et à la production de champs de regard.

35. Dans le cadre du programme d'assurance-qualité des produits et du traitement des données, la Division a périodiquement comparé les produits-tests du CID à ceux d'autres organismes internationaux. Elle a de plus mis au point un jeu de critères décisionnels qui, lors de l'analyse manuelle interactive des spectres de radionucléides, limite les possibilités de signalisation erronée d'un événement de niveau 4 lorsqu'une crête de 140KeV du germanium 75m est à tort associée au technétium 99m.

36. En 1999, le CID a répondu à 50 demandes émanant de clients externes, parmi lesquels d'autres divisions du Secrétariat, le CID prototype, des missions permanentes et plusieurs centres nationaux de données. Ces demandes concernaient les opérations techniques du CID, le gestionnaire automatisé des demandes de données (Auto-DRM), l'accès aux données et aux produits, et les statistiques relatives à l'exploitation des stations et à la disponibilité.

37. La Division a entamé les activités préalables à la diffusion systématique, aux États signataires, de données, produits et services dès 2000. Une version préliminaire du guide de l'utilisateur des services du CID a été affichée sur le Système de communication avec les experts (SCE) et distribuée lors de la dixième session du Groupe de travail B, qui explique comment les centres nationaux de données auront accès aux données du SSI et aux produits du CID. Depuis le 25 novembre, certains centres nationaux, donnant suite à une proposition que le Groupe de travail avait formulée à sa dixième session, testent, en collaboration avec le CID, l'accès aux données et produits soit par abonnement, soit par le gestionnaire automatisé des demandes de données, soit via l'Internet. Dans le cadre de ces activités préalables, la Division a distribué à tous les États signataires un formulaire de demande d'accès sécurisé ainsi qu'un questionnaire sur les besoins nationaux en matière d'acquisition, de transmission, de diffusion et d'analyse des données.

38. La Division a organisé, lors des neuvième et dixième sessions du Groupe de travail B (respectivement en mai et en septembre) ainsi que lors de la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité, convoquée en vertu de l'article XIV (en octobre), trois journées portes ouvertes afin que les représentants, les visiteurs et les utilisateurs éventuels des données et produits se familiarisent avec le CID et la Commission préparatoire. Par ailleurs, 35 visites guidées des installations du CID ont été organisées au cours de l'année écoulée.

B.3 Méthodes scientifiques et fusion des données

39. Le programme relatif aux méthodes scientifiques et à la fusion des données permet la mise en place, l'administration, l'évaluation, le développement progressif et la documentation des logiciels d'application du CID et des méthodes scientifiques qui les sous-tendent. Alors que, jusqu'ici, les activités concernaient essentiellement les logiciels livrés par le CID prototype, on commence à accorder une attention plus soutenue à la gestion autonome et au perfectionnement des méthodes scientifiques. En 1999, l'accent a largement porté sur la planification, l'installation et les essais de validation des versions 2 et 2.1.

B.3.1 Méthodes de surveillance sismologique et hydroacoustique et de surveillance des infrasons

40. Les résultats des activités menées au titre de ce programme sont exposés dans les rapports techniques que publie le CID. Ainsi, le rapport intitulé "Fixed Data Set Test" (PTS/IDC-1999/6) indique comment l'ensemble de données en question a été utilisé pour évaluer la stabilité et la fiabilité de la version 1. Le groupe d'experts du Groupe de travail B chargé des questions relatives au CID a recommandé l'étude intitulée "DFX Status Report: Assessment of Release One Automatic Detection Processing" (PTS/IDC-1999/8) à tous ceux qui souhaitent se familiariser avec le logiciel DFX de traitement des signaux et comprendre l'importance de la programmation des intervalles de données variables et de la disponibilité à temps de ces dernières au regard de l'exactitude, de la stabilité et de la reproductibilité des opérations de traitement. Le rapport intitulé "Assessment of Release 1 Automatic Processing using a Benchmark Detection and Event List" (PTS/IDC-1999/7) démontre l'intérêt d'un ensemble de données de référence établi à partir de données réelles analysées manuellement dans des conditions définies, lorsqu'il faut: a) évaluer les performances d'un système de traitement automatique; b) déterminer les domaines où des améliorations sont possibles; c) obtenir des informations utiles pour le réglage du système; d) comparer les capacités des analystes; e) perfectionner les normes et les procédures d'analyse manuelle. L'étude intitulée "Assessment of Hydroacoustic Processing in the CTBT Release One Monitoring Software" (PTS/IDC-1999/10) analyse les principales caractéristiques du traitement des données hydroacoustiques et montre qu'il faut revoir le concept de temps pondéré par la probabilité, retenu pour mesurer le temps d'arrivée de l'onde hydroacoustique, et l'incertitude qui s'y rapporte; il faudra également, dès qu'augmentera le nombre des stations à hydrophones et des stations de détection des phases T qui transmettent des données au CID, se pencher à nouveau sur l'identification des ondes H et T et sur leur association. Enfin, le rapport intitulé "A Short Note on the Automatic Location of the Kazakhstan Calibration Shot, 22 August 1998" (PTS/IDC-1999/1) analyse les

opérations de traitement automatique des données relatives à l'explosion d'étalonnage effectuée au Kazakhstan, sur l'ancien polygone d'essai soviétique.

41. L'intérêt majeur de toutes ces études est qu'elles aboutissent à des propositions concrètes de modification des méthodes scientifiques, des logiciels et des procédures, tout cela dans le but de perfectionner les produits et services du CID et d'en améliorer l'élaboration. Ainsi, l'essai approfondi de la version 2.1 a concrètement permis, entre autres, de documenter, en coopération avec le personnel chargé du programme relatif à la surveillance, plus d'une centaine de problèmes au niveau des logiciels. On compte que le CID prototype, auquel ils ont été communiqués, sera en mesure d'y remédier rapidement, soit par des corrections apportées à la version 2.1, soit dans le cadre de la version 3.

42. La Division du Centre international de données et la Division du Système de surveillance international ont déterminé conjointement un ensemble de spécifications rigoureuses en vue de perfectionner les formats et protocoles de données continues, la question faisant l'objet d'une discussion via le SCE. Entre-temps, on a conçu la version CD-1.1 du protocole, que le CID prototype met actuellement au point et qui devrait être diffusée à titre préliminaire en janvier 2000. Les deux divisions seront alors en mesure de se familiariser avec le nouveau système et de le mettre à l'essai pour déterminer dans quelle mesure il permet de perfectionner l'acquisition et l'authentification des données, le contrôle de l'état du matériel et les commandes.

B.3.2 Méthodes de surveillance des radionucléides et fusion des données

43. Une étude portant sur la définition des radionucléides pertinents au regard du régime de vérification a été réalisée et publiée sous la cote PTS/IDC-1999/2. Il s'agissait essentiellement de formuler des recommandations quant aux nucléides à retenir pour associer une mesure gamma à un niveau plus élevé dans le cadre de l'échelle à cinq niveaux adopté en 1998. Ces radionucléides sont aussi utilisés aux fins d'autres études. L'une d'entre elles, en cours, porte sur la possibilité, pour les États signataires, de se fonder sur les rapports isotopiques pour déterminer la source des données de mesure de l'activité.

44. L'on s'est également employé à analyser manuellement les spectres reçus des stations du SSI ainsi qu'à approfondir l'étude de crêtes de rayons gamma jusqu'ici inconnues en vue de mieux les interpréter. C'est ainsi que l'on a détecté une crête occasionnelle de faible énergie que l'on risque facilement de prendre pour du baryum 140, un des nucléides les plus importants; on a alors découvert que ce phénomène résultait du changement du niveau d'excitation neutronique du plomb 206 contenu dans le blindage du détecteur.

45. La Division du Centre international de données et la Division du Système de surveillance international, en coopération avec des opérateurs de stations et de laboratoires, ont commencé à tester les modalités et arrangements retenus pour le transport, la localisation et l'archivage des échantillons de radionucléides. Ces essais ont débuté le 22 novembre et ont fait intervenir 11 stations de surveillance des radionucléides et 15 laboratoires de radioéléments.

46. Les discussions avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et les centres météorologiques nationaux associés se sont poursuivies. Elles ont pour objet d'ouvrir la voie à la coopération, notamment pour ce qui est de l'obtention de données météorologiques et de la prestation de services d'analyse spécialisés. La date butoir pour l'élaboration d'un arrangement qui sera présenté pour examen tant à la Commission préparatoire qu'à l'OMM a été fixée à mai 2000.

B.3.3 Intégration des logiciels

47. En 1999, tous les logiciels d'application ont été placés sous le contrôle de la Division du Centre international de données, à l'aide d'un outil de configuration logicielle et de suivi des différentes versions.

Au vu de cette situation nouvelle, la Division et la Section de l'évaluation ont collaboré, en novembre et décembre, à la réalisation d'une étude visant à examiner en profondeur non plus les méthodes scientifiques qui sous-tendent les logiciels mais bien la qualité de la programmation. Les résultats en seront publiés au début 2000.

48. L'une des activités continues les plus importantes concerne l'application et l'essai des méthodes scientifiques et des logiciels assurant le flux direct de données du CID vers les stations du SSI. La Division du Centre international de données et la Division du Système de surveillance international ont mis au point un document de travail en vue de coordonner les activités du Secrétariat, des opérateurs de stations du SSI, des exploitants du système de communication et des centres nationaux de données; des directives leur seront communiquées, qui préciseront comment entamer l'essai de nouveaux segments de données afin d'aboutir à l'intégration de celles-ci aux fins de leur traitement par le CID. Des outils ont été mis au point, qui permettront de recevoir des données et de comparer les flux reçus par le CID à ceux reçus par le CID prototype au cours de la période initiale d'essai.

49. La Commission préparatoire s'intéresse de plus en plus à la question des logiciels utilisés par les centres nationaux de données. En conséquence, on a mis au point un progiciel prototype nommé Geotool, qui sera bientôt mis à la disposition des États signataires pour essai et examen.

B.3.4 Bibliothèque et documentation technique

50. La Division du Centre international de données se charge de coordonner tant les relations du Secrétariat avec la Bibliothèque du Centre international de Vienne que l'achat d'ouvrages et l'abonnement à des périodiques. En ce qui concerne la Bibliothèque, la Division a réalisé à la fin de 1999 une enquête qui a montré que la plupart des fonctionnaires n'ont pas recours aux services qu'elle fournit; on pourrait donc envisager de leur fournir des services plus adaptés et à un moindre coût. La Division collabore par ailleurs avec la Section des services de conférence en vue de normaliser la présentation des documents et les procédures suivies pour la publication des rapports techniques; elle met au point des moyens qui lui permettront de satisfaire aux besoins majeurs en matière de documentation technique sur les logiciels d'application ainsi que sur les infrastructures et les procédures du CID.

B.4 Infrastructure

51. Le programme relatif à l'infrastructure a trait à la mise en place, l'administration, la maintenance et le fonctionnement sécurisé du matériel informatique et des logiciels du commerce. On trouvera récapitulées ci-après les avancées les plus marquantes enregistrées en 1999.

B.4.1 Acquisition de matériel informatique et de logiciels du commerce

52. La Division du Centre international de données, avec l'aide d'autres services du Secrétariat, a exécuté l'intégralité de son programme d'achats pour 1999. Nombre des activités y relatives visaient à perfectionner la fiabilité et la sécurité des systèmes informatiques du Secrétariat. La conclusion de trois marchés, portant chacun sur environ 1 million de dollars, a en particulier mobilisé les énergies.

53. Le premier d'entre eux concernait la troisième série de postes de travail et de serveurs destinés à la Division du Centre international de données, que l'on a coordonné avec l'achat de matériel analogue pour d'autres divisions afin d'assurer la conformité des spécifications et obtenir un meilleur prix. Avec l'installation de ce système, la Division s'est donné les moyens de tester des logiciels récemment acquis ou mis à niveau sans avoir à interrompre totalement les opérations d'essai de la nouvelle version des logiciels d'application. Le deuxième grand marché portait sur l'acquisition d'une unité de stockage de grande capacité

(70 téraoctets), qui devrait être opérationnelle au troisième trimestre 2000. Le troisième – qui aurait normalement dû être conclu en 2000, mais dont la date a été avancée sur la recommandation du Groupe de travail B – concernait l'infrastructure de clefs publiques capable de générer et d'administrer les clefs d'authentification des données provenant notamment des stations du SSI, et d'apposer une signature numérique sur les informations et produits émanant du CID.

B.4.2 Locaux du CID

54. L'aménagement des locaux du CID a, pour l'essentiel, été mené à bien en 1999. Le Centre d'opérations, dont l'agencement a été achevé, a accueilli 158 séances organisées à l'intention de divers services du Secrétariat (contrôle des opérations d'essai du CID, travaux pratiques relatifs aux inspections sur place, stages de formation, opérations de démonstration et téléconférences). On s'est aussi employé à contrôler rigoureusement et à valider les installations électriques, les appareils de climatisation, le système de protection contre l'incendie et le dispositif de contrôle de l'accès aux locaux. Un accord sur le niveau de service a été conclu avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) afin qu'elle se charge de l'exploitation et de la maintenance courantes des systèmes d'alimentation électrique et de climatisation.

B.4.3 Services informatiques fournis au Secrétariat

55. Une fois mise en place l'infrastructure nécessaire à l'exploitation des logiciels d'application du CID, on s'est employé à perfectionner l'infrastructure d'appui aux opérations informatiques de l'ensemble du Secrétariat. Sur les conseils du Commissaire aux comptes, on élabore actuellement un plan stratégique en matière d'informatique afin de définir une approche financièrement rationnelle et technologiquement efficace des besoins informatiques du Secrétariat sur le long terme. Cela suppose que l'on prenne en compte non seulement l'exploitation des futures versions des logiciels d'application du CID mais aussi les méthodes scientifiques, les tâches de bureautique et d'administration ainsi que les opérations d'essai, d'exploitation et d'évaluation auxquelles les autres divisions du Secrétariat auront à procéder dans l'avenir. Il s'agit tout particulièrement de mettre en place des moyens informatiques sécurisés, stables et adaptables, conformes aux prescriptions que la Commission élabore actuellement concernant les essais, l'authentification des données et leur confidentialité. On déterminera aussi avec une plus grande précision les besoins informatiques actuels et futurs du Secrétariat et l'on définira les politiques et procédures à retenir pour que ce réseau devienne opérationnel.

56. À la fin 1999, la Division du Centre international de données fournissait déjà bon nombre de services informatiques à l'ensemble du Secrétariat. Le Service d'assistance informatique, créé en août, dispose d'un système moderne de notification et de localisation des problèmes que peuvent poser le matériel informatique et les logiciels du Secrétariat. En août également, après de longs préparatifs, la Division a pris le relais de l'Office des Nations Unies à Vienne (ONUV) pour ce qui est de la fourniture de services de bureautique, au moyen d'un nouveau réseau utilisant les systèmes d'exploitation les plus récents, dont Windows NT. Le réseau UNIX a été consolidé de façon à répondre aux besoins de la Division du Système de surveillance international, de la Division des inspections sur place et de la Section d'évaluation. Enfin, l'installation et le réglage d'un nouveau dispositif pare-feu a permis de mieux sécuriser l'ensemble des réseaux.

57. En coopération avec toutes les autres divisions du Secrétariat, la Division du Centre international de données procède à l'intégration et au perfectionnement d'un ensemble de services disponibles sur la toile et de bases de données, parmi lesquels le site d'accès libre de la Commission, le SCE et le site des produits et services du CID. Par ailleurs, elle élabore un système centralisé et extensible intégrant des services web et des bases de données, qui permettra de faire la synthèse des informations relatives aux activités entreprises dans les États signataires et en coopération avec eux.

C. GRAND PROGRAMME 3: COMMUNICATIONS

58. Les activités au titre du grand programme 3 (Communications), administré par la Section des communications mondiales au sein de la Division du Centre international de données, concernent essentiellement la transmission au CID de données provenant de stations du SSI et de données auxiliaires ainsi que la diffusion, par le CID, de ses produits et de données du SSI aux États signataires. On trouvera récapitulées ci-dessous les activités menées en 1999.

C.1 Topologie de l'Infrastructure de télécommunications mondiale

59. Dix États signataires ont confirmé au Secrétariat qu'ils souhaitent recourir à des sous-réseaux indépendants, et six autres à une combinaison de la topologie de base de l'ITM et de sous-réseaux. Les discussions se sont poursuivies avec plusieurs États signataires concernant la mise en service de ces sous-réseaux. Pour ce qui est du recours à la topologie de base et des besoins spéciaux des États signataires, les modifications demandées ont continué de poser des problèmes d'ordre technique à la Section de la communication.

60. La Section des affaires juridiques a mis au point un projet d'accord type définissant les conditions ouvrant droit à des subventions payables aux États qui abritent des sous-réseaux indépendants, ainsi que les procédures y relatives. La Section des communications mondiales a établi des formulaires standard par lesquels les États concernés indiqueront les spécifications techniques de ces sous-réseaux et les plans de leur mise en service conformément aux prescriptions de la Commission.

C.2 Mise en place de l'ITM

61. La mise en place de l'ITM s'est concrétisée en 1999. Ainsi, la couverture mondiale par satellite s'est achevée à la fin juin, avec la mise en exploitation de trois nœuds de réception par microstations terriennes: celui de Griesheim (Allemagne), couvrant l'Europe et le Moyen-Orient, celui de Fucino (Italie) couvrant l'Atlantique et l'océan Indien, et celui de Steel Valley en Californie (États-Unis d'Amérique), couvrant le Pacifique. Des liaisons terrestres ont été établies avec les sous-réseaux indépendants des États-Unis (en mars), du Canada (en mai), de la France (en juin) et de la Norvège (en novembre), qui transmettent désormais des données aux CID. L'acceptation de la Norvège était attendue. À la fin de 1999, des données continues ont commencé d'être transmises à partir de deux stations du réseau primaire de surveillance sismologique: depuis septembre par la station PS 40 de Sonseca (Espagne) et depuis décembre par la station PS 19 de Freyung (Allemagne). La station de Sonseca a été la première des stations du SSI à transmettre des données continues par la topologie de base et les microstations terriennes, démontrant ainsi que le protocole d'adressage Internet de l'ITM est compatible avec le protocole de données continues.

62. La mise en service des microstations terriennes de l'ITM s'est poursuivie, 25 ayant été installées à la fin de l'année. Par ailleurs, 37 études de sites relatives aux installations de l'ITM ont été menées à bien.

63. En juin, le satellite Eutelsat W3 a remplacé l'Eutelsat 2F4. Le W3 est un satellite de type nouveau dont le faisceau est plus puissant et de plus grande portée, couvrant aussi bien l'Europe que le Moyen-Orient sur la bande Ku.

64. Le prestataire de l'ITM a fourni au Secrétariat un système de gestion du réseau prototype. Les spécifications définitives d'un système de ce type ont fait l'objet d'un accord et le prestataire a communiqué au Secrétariat le plan de mise en œuvre y relatif.

65. L'intégration de routeurs périphériques dans des centres nationaux de données et dans des stations du SSI d'accès difficile a permis d'étoffer l'ITM, de le sécuriser et de faciliter les travaux de mise en service auxquels doivent procéder les États signataires.

66. Un serveur de nom de domaine prototype a été installé pour l'ITM et la version définitive en sera mise au point en 2000.

C.3 Communications par l'Internet

67. On a mené à bien les opérations de location d'une ligne d'une capacité de 2 mégabits par seconde pour les transmissions entre le Secrétariat et la dorsale Internet. Cette ligne, qui devait être installée au début 2000, transmettra les données au prestataire de services Internet. Pour de nombreux États signataires, la connectabilité au SCE et l'extraction de données et produits du CID s'en trouvera améliorée.

C.4 Atelier de travail relatif à l'ITM

68. Un atelier de travail s'est tenu à Vienne du 13 au 15 septembre, qui visait à familiariser davantage les participants aux mesures à prendre en vue de se préparer à se connecter à l'ITM et de transmettre des données par cette voie. Les participants, au nombre de 67, ont été choisis parmi des fonctionnaires du Secrétariat, des personnels du prestataire de l'ITM et des spécialistes de 16 États signataires. L'atelier a été l'occasion de débattre utilement de la sécurité, des sous-réseaux indépendants, de l'envoi des données et d'autres questions liées aux transmissions. Les États signataires y ont présenté des contributions de grande valeur. Les documents et le rapport final de cet atelier peuvent être consultés sur le SCE.

D. GRAND PROGRAMME 4: INSPECTIONS SUR PLACE

D.1 Méthodologie et documentation

D.1.1 Appui à l'élaboration du Manuel opérationnel des inspections sur place

69. La Commission préparatoire a toujours jugé que l'élaboration du Manuel opérationnel des inspections sur place constituait une tâche prioritaire tant pour les États signataires que pour le Secrétariat. À cet égard, le Secrétariat a, aussi bien en cours de session que lors des intersessions, fourni un appui fonctionnel au Groupe de travail B ainsi qu'au groupe experts des inspections sur place que ce dernier a créé; il a également aidé le coordonnateur du programme à combiner les apports de divers États signataires et des fonctionnaires du Secrétariat, organisé des ateliers de travail visant à dégager de nouveaux apports et participé à la mise au point d'un dispositif plus efficace en vue de la rédaction plus avant du Manuel en 2000. Il a de plus créé un outil informatisé d'accès au texte du Manuel, établi une base de données y relative et élaboré du matériel de formation aux inspections sur place dont les éléments ont été analysés en vue d'être incorporés au Manuel.

D.1.2 Compilation des chapitres du Manuel

70. Le Manuel opérationnel des inspections sur place est un document volumineux dans lequel seront consignées les directives d'exécution des opérations d'inspection. De nombreux États signataires y ayant fait des apports, on disposait à la fin 1999 de contributions pour plusieurs chapitres, notamment ceux relatifs aux arrangements permanents, à la conduite d'une inspection, à la confidentialité et à l'infrastructure du futur Secrétariat technique en matière d'inspections sur place. Le chapitre VI, relatif à la conduite d'une inspection, s'étant vu accorder la priorité absolue, est aujourd'hui le plus avancé, de sorte que le Groupe de travail B en recommande provisoirement l'usage aux fins de la formation.

71. En 1999, la réalisation la plus marquante a été la publication du document portant la cote WGB-10/TL-4/14/Rev.1, établi par un groupe d'experts des inspections sur place et qui renferme la première série d'éléments du texte évolutif du Manuel. Comme le Groupe de travail B l'a recommandé, ce document servira de base à l'élaboration plus avant du Manuel.

D.1.3 Outil informatisé d'accès au Manuel et à l'analyse systémique des inspections sur place

72. Dans le cadre de l'appui qu'il fournit au Groupe de travail B en vue de l'élaboration du Manuel, le Secrétariat a entamé l'analyse des inspections sous l'angle systémique. Il a ainsi pu, en un premier temps, dresser la liste des questions sur lesquelles le Groupe de travail B serait amené à se pencher. Puis, pour faciliter l'accès aux résultats de cette analyse et en permettre l'utilisation, il a mis au point un outil informatisé convivial; il est donc désormais possible d'avoir facilement accès à tous les éléments du Manuel ainsi que, grâce à différentes interfaces, aux dispositions pertinentes du Traité et aux résultats de l'analyse. Cet outil, présenté au Groupe de travail B à sa neuvième session, est à la disposition des États signataires qui souhaitent collaborer à l'élaboration du Manuel.

D.1.4 Base de données des inspections sur place

73. En 1999, le Secrétariat a continué de mettre sur pied une base de données des inspections sur place, qui s'inscrit dans le cadre de l'infrastructure dont le futur Secrétariat technique devra disposer pour préparer et mener des inspections. Comme l'ont montré diverses activités que le Secrétariat a entrepris en 1999 (stages de formation, inspection expérimentale et simulation théorique d'une inspection), il devient indispensable de s'accorder rapidement sur les concepts, les règles et les politiques qui doivent sous-tendre cette base, ainsi que sur sa conception structurelle et son architecture matérielle. L'on s'accorde à penser que cette base sera utile pour la rédaction du Manuel.

D.1.5 Ateliers relatifs aux inspections sur place

74. Le Secrétariat a organisé, en 1999, les quatrième et cinquième ateliers relatifs aux inspections sur place, qui avaient pour but de susciter des apports à l'élaboration du Manuel et auxquels ont participé des experts de 26 États signataires. Le quatrième atelier, qui portait sur les périodes ultérieures d'une inspection (méthodes, matériel et logistique) s'est tenu à Vienne en mai. Les participants y ont notamment débattu des techniques à employer ainsi que des spécifications du matériel, des logiciels et des techniques d'analyse des données requises à ce stade de l'inspection, tout comme des aspects logistiques. Le cinquième atelier, tenu au Royaume-Uni en novembre, dans les locaux de la Defence Evaluation and Research Agency, à l'invitation du Gouvernement britannique, et qui avait pour thème la planification et l'étude des phases d'une inspection, a essentiellement porté sur les aspects techniques et opérationnels pertinents au regard de l'élaboration du Manuel: aspects logistiques de la période préalable à l'inspection et techniques applicables lors de la période initiale et de la période de poursuite. Les rapports de ces deux ateliers ont été distribués aux États signataires.

D.1.6 Inspection expérimentale conduite au Kazakhstan

75. À l'invitation du Kazakhstan, une inspection sur place expérimentale a été menée, du 1^{er} au 11 octobre 1999, sur l'ancien polygone d'essai de Semipalatinsk, en fonction d'un scénario prévoyant une demande d'inspection, sa notification et sa conduite. Il s'agissait de tirer parti d'une explosion non nucléaire d'une puissance de 100 tonnes réalisée aux fins d'étalonnage, dans un tunnel creusé sous les monts Degelen, sous la direction du Centre national nucléaire du Kazakhstan et de la Defence Threat Reduction Agency des États-Unis d'Amérique.

76. L'équipe d'inspection se composait de 12 personnes représentant la Chine, les États-Unis, la Fédération de Russie, la France, Israël, le Kazakhstan, le Royaume-Uni et le Secrétariat. L'inspection s'est déroulée dans des conditions proches de la réalité et semblables à celles d'une véritable inspection, l'équipe n'ayant été informée ni du lieu ni des particularités de l'explosion. Cette expérience s'est révélée fort utile, puisqu'elle a été l'occasion d'étudier sous tous leurs aspects les techniques et les méthodes à appliquer lors de la période initiale d'une inspection. Les problèmes rencontrés, tout comme les enseignements tirés, permettront d'aller plus avant dans la définition des procédures, tant pour ce qui est du Manuel que des prochaines expériences sur le terrain et des essais opérationnels.

D.2 Formation et opérations

77. En 1999, la Division des inspections sur place a mis au point et en œuvre le programme de formation et de travaux pratiques tel qu'approuvé par le Groupe de travail B et la Commission préparatoire.

78. Deux stages de formation initiale se sont déroulés avec succès en mars et en août. À ce jour, 104 stagiaires originaires de 42 États signataires ont participé à ce type de stages, qu'ils ont jugés fort utiles. Un fichier des participants a été établi, qui servira à sélectionner les candidats aux stages de formation approfondie et les futurs inspecteurs éventuels.

79. En décembre s'est tenue à Vienne la première simulation théorique d'une inspection sur place, qui avait été planifiée dans le détail par une équipe de contrôle dont le Groupe de travail B avait décidé la création. Ont participé à la simulation 30 experts nationaux envoyés par des États signataires et 10 fonctionnaires du Secrétariat, ainsi que 28 observateurs des États signataires. Au cours de cette opération, une équipe d'inspection, une équipe représentant l'État partie inspecté et une équipe représentant le centre d'appui aux opérations ont simulé plusieurs stades d'une inspection, parmi lesquels les activités préalables, l'arrivée au point d'entrée et les premières journées sur le terrain.

80. Les nombreux enseignements que l'on a tirés de cette simulation sont précisés dans un rapport distinct au Groupe de travail B et devraient permettre d'aller de l'avant dans la rédaction du Manuel opérationnel. Cette opération avait aussi pour objet de déterminer si des simulations théoriques pouvaient être intégrées à la formation; leur utilité à cet égard a été démontrée, dans la mesure où elles aident à mieux comprendre le processus complexe et délicat d'inspection.

81. En 1999, le Secrétariat s'est également employé à définir le concept initial et l'agencement du futur centre d'appui aux opérations. L'agencement de ce centre, en particulier pour ce qui est des procédures opérationnelles, reste à mettre au point.

82. Les travaux qu'ont menés conjointement la Fédération de Russie, la France et le Secrétariat concernant l'organisation, dans ces pays, de stages de formation approfondie aux inspections sur place et l'élaboration de leur contenu pédagogique constituent un grand pas en avant dans la mise au point du programme de formation et de travaux pratiques. Si l'on s'est accordé sur l'organisation de ces stages, leur contenu n'a pas été parachevé et doit être adapté en fonction de l'état d'avancement du Manuel.

D.3 Matériel

83. Le Secrétariat a conclu avec l'adjudicataire retenu le marché relatif à l'achat de matériel de surveillance sismique passive aux fins de la formation et des essais. En prévoyance de la livraison de ce matériel de pointe, en avril 2000, le Secrétariat redouble d'efforts pour mettre au point le programme d'essai du matériel. Il a déjà, comme le Groupe de travail B l'en a prié à sa dixième session, élaboré des propositions y relatives, dont il a saisi le Groupe à sa onzième session, en février 2000.

84. Le Secrétariat s'occupe également de l'acquisition de matériel de détection des radionucléides. Après le lancement, par la Section du matériel et la Section des achats, d'un appel d'offres, le Secrétariat a communiqué aux États signataires, pour observations, les spécifications définitives des détecteurs portatifs ou transportables de rayons gamma et des détecteurs de rayons gamma à plage limitée. Le Secrétariat ayant reçu en retour des observations d'ordre technique, il a décidé, comme l'exigent les procédures d'achat de matériel destiné aux inspections sur place, de prolonger la période d'examen préalable à l'attribution des marchés. Ce n'est que lorsque les questions d'ordre technique auront été tranchées qu'il sera en mesure de relancer les opérations d'achat. En ce qui concerne le spectromètre gamma à haute résolution pouvant être utilisé sur le site ou en laboratoire, l'appel d'offres qu'a lancé le Secrétariat a fait apparaître qu'aucun fournisseur ne pouvait satisfaire à toutes les spécifications techniques requises par la Commission. Le Secrétariat examine actuellement ces offres et devra faire de nouvelles propositions en vue d'accélérer les opérations d'achat. Il a par ailleurs entamé les opérations d'achat de matériel d'échantillonnage, de séparation et de mesure du xénon.

85. Les données d'expérience montrent que les opérations d'achats effectuées selon les procédures décidées par la Commission préparatoire sont bien plus longues que prévu, ce qui empêche le Secrétariat de les mener dans les délais impartis en vertu du Règlement financier. Le Secrétariat élabore des propositions en vue de régler ce problème.

E. GRAND PROGRAMME 5: ÉVALUATION

86. Dans le cadre de l'exécution du grand programme 5 (Évaluation), l'on s'est employé, en 1999, à mener les activités suivantes:

- Mise au point du cadre d'évaluation, fondé sur la définition de critères métrologiques appropriés et sur la conception et l'application de moyens d'évaluation;
- Diffusion et utilisation, dans les divisions chargées de la vérification, du système d'assurance-qualité, fondé sur les principes du manuel-qualité;
- Intensification de la synergie entre les fonctions interactives que sont l'évaluation et l'assurance-qualité, par le recours à des approches communes au sein du Secrétariat ainsi que par l'organisation d'ateliers de travail sur des questions d'actualité;
- Interaction avec les États signataires, notamment par l'intermédiaire des centres nationaux de données, pour ce qui touche l'évaluation et l'assurance-qualité.

87. Les activités ont été classées par ordre de priorité; par ailleurs, dans un souci de rentabilité, on a eu recours à des compétences externes, notamment en ce qui concerne les questions relatives à la qualité. Les approches indiquées ci-dessus ont permis de définir, de rationaliser et d'intégrer le cadre des activités d'évaluation pour l'avenir.

E.1 Évaluation

88. En ce qui concerne l'évaluation proprement dite, on s'est attaché à diffuser et à affiner les critères métrologiques que l'on avait précédemment définis, particulièrement en ce qui concerne les activités de la Division du Système de surveillance international ainsi que celles de la Division du Centre international de données et de la Section des communications mondiales en rapport avec le SSI. On s'est penché sur les orientations données par le Groupe de travail B, qui s'était lui-même fondé sur les conclusions de l'atelier de travail relatif à la participation des États signataires à l'évaluation du régime de vérification (voir la section E.4 ci-dessous). Les activités d'évaluation ont porté essentiellement sur l'interaction des divers éléments du régime de vérification au cours de la période de mise en place, ainsi que sur l'intégration nécessaire des systèmes y relatifs.

89. En 1999, la Section de l'évaluation a présenté au Groupe de travail B deux logiciels permettant d'évaluer les activités de surveillance et leurs produits. Le premier de ces logiciels, baptisé Eeva (abréviation de l'anglais "Extended Evaluation"), se fonde sur une approche chronologique et permet de visualiser sous forme de graphiques les performances des stations de surveillance des radionucléides en fonction de séries chronologiques. Ce logiciel, destiné à la certification des stations et à l'évaluation qualité sur le long terme, dispose également d'une interface globale pour l'accès aux données relatives aux radionucléides et permet d'explorer, selon des critères donnés, un grand nombre de résultats obtenus par le CID. Une interface utilisateur graphique permet d'appréhender globalement la qualité, les performances et les capacités de détection d'une station donnée de surveillance des radionucléides. Il est possible non seulement de déceler les failles qualitatives, mais encore, à l'aide de courbes chronologiques, de prévoir la défaillance d'une station, ce qui est d'une importance fondamentale au regard de la disponibilité des données. Se fondant sur un prototype et tenant compte tout particulièrement des observations de la Division du Système de surveillance international, la Section de l'évaluation a mis au point d'autres fonctions, dont la plus importante est l'établissement d'un lien direct avec les produits du CID. À long terme, on envisage d'étendre ce logiciel aux techniques de forme d'onde.

90. Le deuxième logiciel, encore à l'état de prototype, permet de visualiser les paramètres qualité de tout événement signalé dans les bulletins révisés que publie le CID. Ces paramètres se reportent le long de rayons. Le polygone que l'on obtient est alors comparé à un polygone de référence, ce qui permet une visualisation immédiate et facile à manipuler de la qualité d'un événement. À court terme, on envisage d'associer des critères métrologiques appropriés au polygone de référence; ensuite, on tirera parti des travaux menés pour définir l'interface utilisateur graphique du logiciel Eeva, l'objectif à long terme étant de l'adapter aux quatre techniques de vérification.

E.2 Assurance-qualité

91. On a achevé au premier semestre de 1999 les activités entreprises en 1998 concernant des critères d'assurance-qualité se rapportant expressément aux techniques de vérification. Sur la base de ces travaux, on s'est proposé d'examiner les questions d'assurance-qualité se rapportant aux documents relatifs à la certification des stations, aux cahiers des charges établis pour les activités externalisées liées à la mise en place du SSI et – comme cela a été proposé lors de l'atelier que l'Animateur chargé de l'élaboration des manuels opérationnels du SSI a organisé à Arlington (États-Unis) en avril 1999 – aux quatre manuels opérationnels du SSI.

92. La Section de l'évaluation a rédigé un document de travail sur les aspects évaluation et assurance-qualité du texte évolutif du chapitre VI du Manuel opérationnel des inspections sur place et formulé des recommandations à ce sujet à l'intention de la Division des inspections sur place et du groupe d'experts compétent du Groupe de travail B.

93. Au second semestre 1999, la Section de l'évaluation a étudié les procédures que la Section des communications mondiales a élaborées à la suite de la défaillance de l'ITM survenue au milieu de l'année. Cette étude a permis de montrer qu'il était à la fois nécessaire et possible d'engager des activités en vue d'une certification par l'Organisation internationale de normalisation (ISO), dans le souci d'une meilleure efficacité, d'une coordination plus poussée et d'une plus grande crédibilité.

94. La Section de l'évaluation a participé à la simulation théorique d'une inspection qui s'est déroulée en décembre et a formulé à l'intention du coordonnateur du programme des inspections sur place des observations et propositions concernant l'incorporation de listes de contrôle et procédures appropriées dans le Manuel opérationnel, certaines d'entre elles pouvant être établies par le Secrétariat, notamment celles se rapportant au futur centre d'appui opérationnel.

E.3 Synergie entre l'évaluation et l'assurance-qualité

95. Pour ce qui est de la synergie entre l'évaluation et l'assurance-qualité, la réalisation la plus marquante, en 1999, a été l'évaluation-qualité de la version 2 des logiciels d'application du CID. L'établissement d'une norme formelle d'assurance de la qualité ne faisant pas partie des prescriptions relatives à cette version, la Section de l'évaluation s'emploie à déterminer la mesure dans laquelle la version 2 est conforme aux normes internationales et à en estimer la qualité intrinsèque. À la fin 1999, cette évaluation était menée avec l'aide de compétences externes et en coopération avec la Division du Centre international de données. En un premier temps, on a comparé le code source que l'on a analysé aux normes internationales de programmation. Pour la seconde partie des travaux, on s'est fondé sur une liste de critères métrologiques concernant la structure du logiciel, l'architecture du système, l'analyse des interfaces, l'efficacité, la maintenabilité, l'adaptabilité, la réutilisabilité, la reproductibilité des calculs et la transférabilité. On a décrit également la structure et la logique des éléments du logiciel et l'on se penche sur la détection des erreurs et le recensement des domaines dans lesquels des problèmes pourraient surgir.

96. Toujours au titre de l'évaluation et de l'assurance-qualité, on a entamé l'évaluation-qualité de la documentation qu'a fournie le CID prototype avec la version 2, la documentation étant un élément important des logiciels associés aux diverses versions des logiciels d'application du CID. La documentation reçue du CID prototype devrait contribuer à la crédibilité des algorithmes retenus et permettre le bon déroulement des opérations au CID, grâce aux informations, notamment de référence, nécessaires à l'exécution des diverses tâches courantes. On a donc, en coopération avec la Division du Centre international de données, entamé les travaux à partir des documents disponibles tels que le manuel des utilisateurs, les instructions techniques et la documentation relative aux logiciels. Il s'agit d'établir si les algorithmes, les modules et les paramètres retenus sont décrits de façon exhaustive et de donner un avis sur les procédures de mise à jour et le formatage des versions électroniques. Le contrat relatif au recours à des compétences externes pour compléter celles du Secrétariat a été conclu et les résultats devraient être disponibles au début 2000.

E.4 Ateliers de travail

97. En 1999, la Section de l'évaluation a tenu deux ateliers de travail. Le premier d'entre eux, organisé en coopération avec le centre national de données allemand et qui s'est déroulé du 21 au 23 juin à Hanovre (Allemagne), portait sur la contribution des États signataires à l'évaluation du régime de vérification. S'adressant tout particulièrement aux experts des centres nationaux de données des États signataires, il a été essentiellement consacré aux questions en rapport avec l'évaluation des aspects scientifiques, techniques et opérationnels du SSI. Les participants ont notamment débattu des moyens d'évaluation et des critères métrologiques relatifs à l'interaction entre le CID et les centres nationaux. Vingt-cinq communications y ont été faites, et l'on y a traité, pour la première fois dans le cadre du Secrétariat, des questions relatives à l'échange de données et à la coopération entre les divers centres nationaux. Les participants ont formulé, à l'intention du Secrétariat et du Groupe de travail B, des recommandations très variées, d'ordre tant théorique que pratique.

98. Le second atelier, qui avait pour thème l'état d'avancement du système d'assurance-qualité aux fins du régime de vérification, s'est tenu à Vienne les 22 et 23 novembre. Les travaux ont essentiellement porté sur la spécificité d'un tel système au regard des objectifs du Traité et aux fins de la rentabilité et de l'efficacité, ainsi que sur l'interaction avec les États signataires pour tout ce qui touche à l'assurance-qualité et sur les travaux à entreprendre. Vingt communications y ont été faites. Cet atelier s'est révélé fort utile, tant pour ce qui est de l'évaluation de l'état d'avancement du système d'assurance-qualité que pour la planification des activités à venir.

F. GRAND PROGRAMME 6: ORGANES DIRECTEURS

99. La Section des services de conférence a assuré le service des organes directeurs en étroite coopération avec les services de l'ONU chargés de l'interprétation ainsi que de la traduction, du contrôle et de la distribution des documents. En 1999, la Commission préparatoire et chacun de ses organes subsidiaires – le Groupe de travail A, le Groupe de travail B et le Groupe consultatif – ont tenu trois sessions, soit environ 15 semaines de réunions.

G. GRAND PROGRAMME 7: ADMINISTRATION, COORDINATION ET APPUI

G.1 Services de conférence

100. La Section des services de conférence a aidé les présidents des organes directeurs à préparer et à mener les réunions. Elle a en particulier contribué à la rédaction des notes du Président de chaque organe ainsi qu'à l'élaboration et l'édition des documents de session, notamment les rapports adoptés à l'issue de chaque session, les documents d'information et les documents présentés par les animateurs. Les secrétaires des deux groupes de travail ont également assuré la liaison entre les présidents des groupes et les animateurs. Par ailleurs, un nouveau dispositif a été mis en place avec succès, qui permet de modifier directement les projets de rapport des groupes de travail par projection dans la salle de conférence.

101. En 1999, le Secrétariat a fait imprimer 3 177 884 pages correspondant à des documents officiels, ces derniers étant distribués à 196 993 exemplaires, soit dans les casiers des représentants, soit par courrier postal. Ces chiffres font respectivement apparaître une augmentation de 8 % et de 44 % par rapport à 1998.

102. Dans le souci d'améliorer la clarté et la présentation des documents du Secrétariat et de la Commission, le Secrétariat a créé en 1999 le Groupe de la rédaction, un premier éditeur ayant pris ses fonctions en octobre.

G.1.1 Distribution électronique des documents

103. Le Secrétariat a continué de favoriser la distribution électronique des documents. Il a en particulier diffusé auprès des États signataires une nouvelle édition du CD-Rom contenant la totalité des rapports de la Commission publiés à ce jour ainsi que des documents d'information et autres. De plus en plus de documents et de rapports de session ont été affichés sur le Système de communication avec les experts (SCE).

G.1.2 Protocole

104. La Section des services de conférence a aidé les États signataires à accréditer leurs représentants auprès de la Commission; elle a également aidé ces derniers, selon que de besoin, à obtenir les visas requis pour qu'ils puissent pénétrer sur le territoire autrichien. En 1999, 23 représentants permanents ont présenté leurs lettres d'accréditation, ce qui porte le nombre des accréditations à 85, contre 80 en 1998. Le répertoire des missions permanentes a été révisé et mis à jour, de nouvelles éditions en ayant été publiées en janvier et en septembre.

G.2 Services financiers

G.2.1 Clôture des comptes de l'exercice 1998

105. Au cours du premier trimestre 1999, le Secrétariat s'est essentiellement employé à clore les comptes de l'exercice 1998, activité dont il a pour la première fois assumé l'entière responsabilité. Les comptes ont

été présentés avant même la date limite stipulée dans le Règlement financier au Commissaire aux comptes, dont l'opinion n'a été assortie d'aucune réserve. La Commission a, à sa neuvième session, officiellement approuvé les états financiers vérifiés de 1998. La Section des services financiers a par ailleurs établi le premier rapport sur l'exécution du budget-programme (CTBT/PTS/INF.128) comme l'exige la règle de gestion financière 4.5.02.

G.2.2 Informatique

106. Donnant suite à la recommandation du Commissaire aux comptes, la Section des services financiers a mis au point un système informatisé de comptabilité, qui est désormais pleinement opérationnel. Le logiciel ACCPAC, disponible dans le commerce, a été adapté pour répondre aux besoins du Secrétariat et a été utilisé avec succès pour établir les états financiers. La Section a également pris part, en étroite collaboration avec la Section des services généraux, à la mise au point et à l'application, depuis novembre 1999, d'un logiciel intégré d'approbation des voyages, semblable à celui retenu par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui permet, notamment, de rationaliser les procédures, effectue les transactions par voie électronique et accepte les signatures électroniques.

G.2.3 Contributions de l'exercice 1999

107. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 1999, 65 États signataires ont versé l'intégralité de leurs contributions et 9 autres ont effectué des versements partiels. Les sommes recouvrées s'établissent à 61 351 916 dollars, soit 95 % du montant total mis en recouvrement (64 559 000 dollars). On trouvera à l'annexe 1 du présent rapport un état détaillé de ces contributions.¹ Comme la Commission l'a décidé à sa septième session, les crédits ouverts pour l'exercice 1999, d'un montant total de 74 741 146 dollars, sont financés non seulement par les contributions des États signataires, mais aussi par les recettes accessoires prévues pour cet exercice ainsi que par l'excédent de trésorerie provisoire de l'exercice 1997 et le solde inutilisé des crédits ouverts pour l'exercice 1998.

G.2.4 Statut de la Commission au regard de la fiscalité

108. En 1999, le Secrétariat a comptabilisé au titre des taxes indirectes des décaissements d'un montant de 152 520 dollars et des obligations d'un montant de 626 396 dollars. Par ailleurs, un marché a été passé en 1999, pour lequel les taxes indirectes (droits de douane et taxe à la valeur ajoutée) sont estimées à 442 000 dollars, montant qui a été imputé sur le budget de l'exercice 2000.

G.2.5 Exécution du budget-programme de l'exercice 1999

109. S'agissant du montant du budget-programme de l'exercice 1999 (74 741 146 dollars), la Commission a, à sa dixième session:

- a) Pris note des virements de crédits opérés à l'intérieur d'un même grand programme ne dépassant pas 15 % du montant du programme concerné (CTBT/PC-10/1/Annex IX);
- b) Approuvé la demande du Secrétaire exécutif tendant à virer, à l'intérieur du grand programme 1 (Système de surveillance international) du budget-programme de l'exercice 1999, un montant de 4 millions de dollars du projet B.1.01 (Établissement du réseau primaire de stations de surveillance sismologique du SSI) en faveur du projet D.1.01 (Établissement du réseau de stations de surveillance hydroacoustique du SSI), ces deux projets étant financés au titre du Fonds d'équipement (CTBT/PC-10/1/Annex IX);

¹ Les annexes du présent rapport sont publiées, en anglais seulement, sous forme de documents distincts.

- c) Approuvé la prorogation, jusqu'au 31 décembre 2000, de l'autorisation d'engager des dépenses à hauteur de 410 000 dollars au titre du grand programme 4 (Inspections sur place), cette autorisation concernant des crédits ouverts en 1998 et prorogés une première fois (CTBT/PC-10/1/Annex VII).

110. Les opérations de clôture des comptes de l'exercice 1999 ont été entamées et, comme l'exige l'alinéa a) de l'article 12.3 du Règlement financier, le Secrétaire exécutif a établi les états financiers de 1999 qu'il a soumis au Commissaire aux comptes avant le 31 mars 2000. Le Groupe consultatif examinera ces états tout comme le rapport y relatif du Commissaire à sa onzième session, en avril, et les transmettra au Groupe de travail A à sa quinzième session, en juin, pour examen et observations. Ces documents seront ensuite communiqués à la Commission pour examen à sa douzième session, en août.

G.3 Personnel

111. La Section du personnel continue de recruter les effectifs nécessaires au bon fonctionnement du Secrétariat. Le Secrétariat ayant désormais quelques années derrière lui, la Section s'est employée, en 1999, à maintenir la base des effectifs et à répondre à des besoins donnés. Elle s'est notamment occupée des fonctionnaires engagés pour une durée déterminée ou pour une période de courte durée, ainsi que du personnel payé à la journée, des consultants, des experts dont les services sont fournis à titre gracieux et des stagiaires. Au 31 décembre 1999, le Secrétariat comptait 216 fonctionnaires, originaires de 66 pays, contre 168 à la fin de 1998; par ailleurs, sept offres de recrutement envoyées à la fin 1999 ont été acceptées, les intéressés devant prendre leur service au premier trimestre 2000.

112. On trouvera des précisions et des données plus détaillées sur la question dans le rapport de 1999 sur la gestion des ressources humaines, qui sera publié sous peu (CTBT/PTS/INF.241).

G.3.1 Recrutement

113. En 1999, le taux de renouvellement du personnel a été, comme on s'y attendait, plus élevé qu'auparavant, et cela n'a pas été sans conséquences sur les opérations de recrutement. Compte tenu des impératifs du programme de travail, le Secrétariat a retenu des procédures en vertu desquelles tous les postes d'administrateur et les postes d'agent des services généraux recruté sur le plan international ont fait l'objet d'un avis de vacance, le délai de dépôt des candidatures étant généralement de trois mois afin que les personnes intéressées aient amplement le temps de postuler. Les délais ont toutefois été plus brefs pour les quelques postes à pourvoir d'urgence. Tout comme en 1998, il a été difficile de recruter des effectifs qualifiés sur une base géographique aussi large que possible, notamment pour des postes en rapport avec l'informatique. Cela est particulièrement le cas des postes P-4, la rémunération offerte n'étant pas toujours suffisamment élevée pour attirer les candidats ayant l'expérience requise, d'autant que la Commission n'offre pas d'engagements à titre permanent. Le Secrétariat s'est donc trouvé dans l'obligation d'annoncer de nouveau plusieurs postes.

114. On a étendu les attributions des groupes consultatifs pour les questions de personnel, que le Secrétaire exécutif a chargés de formuler des recommandations en matière de recrutement; ils pourront désormais donner leur avis sur la prolongation éventuelle d'engagements, les premières nominations pour une durée de trois ans venant à expiration en 2000.

115. Outre le recrutement du personnel engagé pour une durée déterminée, le Secrétariat a engagé plusieurs experts que les États signataires ont détachés pour accomplir des tâches données. Parmi ceux-ci figurent les administrateurs auxiliaires, dont les postes sont financés par les États signataires concernés pour une durée d'un à deux ans. Le premier d'entre eux, dont les services sont financés par le Gouvernement italien, a pris ses fonctions en 1999.

G.3.2 Égalité des chances dans l'emploi

116. Donnant suite à la décision de la Commission préparatoire sur l'égalité des chances dans l'emploi et la situation des femmes au sein du Secrétariat (CTBT/PC-5/1/Add.7, du 15 avril 1998), et comme indiqué dans la note à cet égard du Secrétaire exécutif (CTBT/PTS/INF.127/Rev.1 du 4 octobre 1999) le Secrétariat a continué de s'employer à améliorer la représentation des femmes dans la catégorie des administrateurs, malgré le nombre limité de candidatures féminines pour la majorité des postes en rapport avec les questions scientifiques et l'informatique. À la fin de 1999, les femmes constituaient 21,97 % des administrateurs.

117. En mars 1999, le Secrétaire exécutif a créé le poste de responsable des questions relatives aux femmes au Secrétariat. Le Secrétariat continue d'accorder une attention particulière à la sélection de femmes pour les stages de formation; il a de plus changé les modalités de travail afin de limiter le risque de conflits entre les responsabilités professionnelles et familiales des fonctionnaires.

G.3.3 Administration du personnel

118. Si la Section du personnel a continué de faire une large part aux entrevues avec les candidats qualifiés et aux opérations de sélection et de recrutement des personnes retenues (y compris les voyages et l'expédition des effets personnels), elle s'est tout autant consacrée aux questions concernant les fonctionnaires en poste et les prestations auxquelles ils ont droit. Ainsi, elle a renégocié les termes de l'assurance-groupe maladie, ce qui a permis, à compter du 1^{er} janvier 2000, de réduire les primes et donc, de façon non négligeable, la part de la Commission à cette assurance. La Section du personnel a de plus étoffé le programme de formation à l'intention du personnel, notamment en ce qui concerne les compétences informatiques. Le Conseil du personnel a achevé son premier mandat en 1999 et des élections se sont tenues pour nommer de nouveaux représentants.

119. On a continué d'élaborer et d'établir les pratiques administratives du Secrétariat en matière d'administration du personnel, au moyen de directives administratives et de circulaires. La promulgation, par le Secrétaire exécutif, du Règlement du personnel – après approbation par la Commission à sa neuvième session (CTBT/PC-9/1/Annex I, appendice I, du 30 août 1999) – a été un grand pas en avant au regard du développement du cadre juridique des opérations du Secrétariat. On se souviendra que le Statut du personnel avait été adopté en août 1998 (CTBT/PC-6/2, du 21 août 1998). La Commission a donc jeté les fondements de l'administration du personnel et donné une base juridique sure aux conditions d'emploi des fonctionnaires.

G.4 Achats

120. La dotation en effectifs de la Section des achats, créée en 1998, s'est poursuivie. Quatre fonctionnaires – trois administrateurs et un agent des services généraux – ont été ainsi recrutés et ont pris leurs fonctions en 1999. Des consultants ont, tout au long de l'année, prêté leurs services à la Section.

121. Mis à part la gestion et l'exécution des opérations d'approvisionnement, qui sont ses principales attributions, la Section des achats s'est employée à développer et à rationaliser les procédures internes d'achat et à former les fonctionnaires nouvellement recrutés. Sa participation à des réunions internationales pertinentes a contribué à mieux faire connaître le Secrétariat.

122. On trouvera récapitulées à l'annexe II du présent rapport les opérations d'approvisionnement relatives tant à la mise en place du régime de vérification qu'aux autres activités du Secrétariat.

G.4.1 Suite donnée au rapport du Commissaire aux comptes

123. Suivant en cela les recommandations que le Commissaire aux comptes avait formulées dans son rapport pour l'exercice 1997 (CTBT/PTS/INF.25), la Section des achats est devenue une section à part entière et les opérations d'approvisionnement sont désormais l'une des activités de base du Secrétariat. La Section s'est particulièrement attachée à rationaliser les procédures d'achat en coopération avec les divisions chargées de la vérification.

G.4.2 Base de données des fournisseurs et système de gestion des approvisionnements

124. Tout au long de l'année, les fournisseurs potentiels ont manifesté de plus en plus d'intérêt pour les opérations du Secrétariat. Un questionnaire a été envoyé à toutes les entreprises qui se sont déclarées intéressées. Un premier contact a été pris avec le Bureau des services d'achats interorganisations, dont les services se trouvent à Copenhague et à Oslo, pour qu'il prête conseil en vue de l'élaboration d'une base de données des fournisseurs du Secrétariat, qui serait reliée à la base de données commune des fournisseurs établie pour les organismes des Nations Unies. Cependant, du fait de l'importance du volume de travail, la Section n'a pu accorder à cette question toute l'attention voulue.

125. En ce qui concerne le système de gestion des approvisionnements, dont le Commissaire aux comptes a recommandé la mise en place, on a réalisé une première analyse des besoins et examiné plusieurs formules possibles. Les prescriptions détaillées de ce système sont en cours d'élaboration.

G.4.3 Contrats et marchés

126. On a poursuivi l'élaboration de contrats types qui soient cependant suffisamment adaptables pour répondre à des besoins précis. La Section des affaires juridiques a aidé aux négociations menées avec les adjudicataires de marchés et a prêté conseil quant à la rédaction et l'interprétation des contrats, ainsi qu'au respect des règles et directives administratives relatives aux achats de biens et services. La Section des achats a également consulté la Division du Système de surveillance international en vue d'améliorer l'efficacité de la passation de marchés relatifs aux études et à la préparation de sites comme à la mise à niveau des stations. Des commandes permanentes ont été passées chaque fois que nécessaire et possible.

127. Le tableau de l'annexe II du présent rapport récapitule les opérations d'approvisionnement menées en 1999, en les ventilant par grand programme et en indiquant s'il s'agit de sommes imputées au Fonds d'équipement ou au Fonds général. En 1999, la Section des achats a conclu 209 marchés, dont le montant se chiffre au total à 45 millions de dollars.

G.4.4 Comité des marchés et Équipe chargée de l'examen juridique et financier des contrats

128. Conformément à la règle de gestion financière 11.5.04, le Comité des marchés a continué de se réunir une fois par semaine. De plus, tous les marchés d'un montant égal ou supérieur à 2 500 dollars ont été passés en revue par l'Équipe chargée de l'examen juridique et financier des contrats, comme le stipule la règle de gestion financière 11.5.09.

G.4.5 Marché relatif à l'Infrastructure de télécommunications mondiale

129. Trois avenants au contrat relatif à l'ITM et deux commandes rectificatives ont été signés en 1999 et des négociations ont été entamées en vue de la conclusion de deux autres de ces commandes, avec le soutien de la Section des affaires juridiques.

130. Les décaissements relatifs à l'ITM effectués en 1999 par la Section des achats se montent à 4 296 019,72 dollars.

G.4.6 Marchés conclus en vertu de la règle de gestion financière 11.5.06

131. La règle de gestion financière 11.5.06 (Déroptions à l'appel à concurrence) stipule que le Secrétaire exécutif rend compte à la Commission préparatoire de tous les marchés d'un montant supérieur à 150 000 dollars conclus en vertu d'une des causes de dérogation visées par la règle. En 1999, le Secrétariat a passé 18 marchés de ce type, pour un montant total de 9 492 304 dollars. On en trouvera la liste à l'annexe III.

G.4.7 Accords

132. L'accord conclu avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) en vue de la fourniture, par cette organisation, de services d'achat et d'affectation des stagiaires est demeuré en veilleuse en 1999, du moins pour ce qui concerne les approvisionnements. Un montant de 56 754,22 dollars a été versé à l'ONUDI au titre des services d'achat demandés avant le 1^{er} janvier 1999. Les opérations d'approvisionnement étant désormais une activité de base du Secrétariat, elles ne devraient plus être externalisées auprès de l'ONUDI.

G.5 Vérification interne

133. Les services de vérification interne comptent désormais trois fonctionnaires, depuis la nomination d'un vérificateur interne adjoint de 1^{re} classe en janvier 1999.

G.5.1 Mode de calcul des intérêts à percevoir au titre des contributions à la Caisse de prévoyance

134. Les services de vérification interne ont mis au point un mode de calcul des intérêts à percevoir, au titre des cotisations, par chaque participant à la Caisse de prévoyance.

G.5.2 Évaluation du système de contrôle budgétaire

135. Les services de vérification interne ont procédé à l'examen et à l'évaluation du système de contrôle budgétaire et ont, à cette occasion, contribué à la révision des directives administratives relatives aux délégations de pouvoir, aux codes des comptes d'allocation de crédits, aux objets de dépenses et aux engagements de dépenses.

G.5.3 Évaluation des procédures d'achat

136. Les services de vérification interne ont rassemblé et évalué les procédures d'achat et ont donné suite aux recommandations non encore appliquées que le Commissaire aux comptes avait formulées dans ses rapports et notes de gestion sur les comptes des exercices 1997 et 1998.

G.5.4 Vérification des comptes d'avances temporaires et examen des états de rapprochement bancaire

137. La vérification interne des obligations redditionnelles des dépositaires d'avances temporaires en matière de liquidités s'est poursuivie au cours du premier trimestre 1999. Les états de rapprochement bancaire établis par la Section des services financiers ont également été examinés, le but étant de s'assurer que les liquidités bancaires avaient été correctement comptabilisées.

G.5.5 Autres activités des services de vérification interne

138. Les services de vérification interne ont, comme auparavant, coordonné leurs activités avec celles du Commissaire aux comptes et fourni à ce dernier copie de leurs observations et conclusions sur les opérations de vérification qu'ils ont menées au cours de l'année.

G.6 Affaires juridiques

139. Les effectifs de la Section des affaires juridiques se composent du Conseiller juridique, de quatre juristes, d'un commis aux affaires juridiques et d'une secrétaire. En 1999, la Section a prêté des avis juridiques sur des points d'intérêt pour la Commission, les États signataires et le Secrétariat, touchant la mise en place du régime de vérification ainsi que des questions d'ordre interne et juridique relatives à l'administration, aux services financiers et au personnel. On trouvera exposées ci-après les principales activités.

G.6.1 Négociation et application d'accords ou d'arrangements de droit international

G.6.1.1 Accords relatifs aux installations

140. La négociation d'accords intégrés relatifs aux installations, en l'absence desquels on ne peut exécuter le programme de travail relatif au Système de surveillance international (SSI), s'est intensifiée en 1999. La Section des affaires juridiques a été appelée à prêter avis sur de nombreux échanges de lettres intérimaires habitant le Secrétariat, avant la conclusion d'accords en bonne et due forme, à entreprendre des travaux dans les États qui abriteront des installations de surveillance. Un projet d'accord sur les subventions au titre des sous-réseaux indépendants a par ailleurs été mis au point, qui pourrait faire partie intégrante des accords relatifs aux installations conclus avec les États abritant ces sous-réseaux.

141. En 1999, des accords relatifs aux installations ont été conclus entre la Commission et les six pays suivants: Afrique du Sud, Argentine, Jordanie, Kenya, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Ukraine. Si l'on y ajoute les deux accords conclus en 1998, leur nombre se monte donc à huit. Ceux conclus avec l'Afrique du Sud, le Canada, la Jordanie et le Kenya sont désormais entrés en vigueur. Par ailleurs, 42 échanges de lettres intérimaires ont été réalisés en 1999.

142. À ce jour, les instruments juridiques passés entre des États signataires et le Secrétariat – accords ou arrangements sur les installations et échanges de lettres – régissent les activités de ce dernier dans 256 stations de surveillance situées dans 55 pays.

G.6.1.2 Accords avec des pays désireux d'accueillir des réunions techniques de la Commission

143. Les États signataires désireux d'accueillir des réunions techniques de la Commission doivent conclure avec elle des accords ou arrangements portant sur tous les aspects de ces activités. Parmi ces réunions figurent les stages de formation initiale et de formation technique au SSI et aux inspections sur place, ainsi que les ateliers de travail portant sur l'évaluation et la coopération internationale. La Section des affaires juridiques a aidé à la rédaction et à la négociation d'accords ou d'arrangements relatifs à des réunions techniques tenues dans les pays suivants: Allemagne, Argentine, Australie, Égypte, Fédération de Russie, France, Kazakhstan, Norvège et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

144. La Section a également préparé un projet d'accord type sur les réunions que la Commission pourrait tenir ailleurs qu'en Autriche; le Groupe de travail A en examinera le texte en vue de recommander à la Commission de l'adopter. Grâce à un tel accord, les obligations des États signataires accueillant des réunions techniques seront sensiblement les mêmes.

G.6.1.3 Accords, arrangements et coopération avec d'autres organisations internationales

145. En 1999, la Section des affaires juridiques a continué de prêter des avis sur le projet d'accord destiné à régir les relations entre la Commission préparatoire et l'Organisation des Nations Unies. Les missions permanentes ont été informées des discussions officieuses menées à cet égard entre l'ONU et le Secrétariat ainsi que des phases à venir des négociations. La Section a par ailleurs rédigé un certain nombre d'accords portant sur les questions suivantes, à propos desquelles elle a été amenée à prêter conseil: accord entre la Commission et l'ONUSV concernant les services de conférence; accord avec l'ONUDI sur la fourniture au CID de services d'appui technique et de maintenance; et accord avec l'AIEA sur la fourniture de services informatiques. Le Conseiller juridique a de plus pris part à la réunion de coordination des conseillers juridiques des organisations appliquant le régime commun.

G.6.1.4 Questions se rapportant à l'Accord de siège

146. La Section a prêté conseil quant à l'application et l'interprétation de l'Accord de siège conclu entre la Commission et le Gouvernement autrichien, notamment en ce qui concerne les privilèges et immunités. Elle a collaboré de près aux négociations qu'ont menées le Secrétariat et les autorités autrichiennes sur un accord complémentaire de sécurité sociale.

G.6.2 Questions se rapportant au Traité

G.6.2.1 Privilèges et immunités

147. La Section des affaires juridiques a prêté avis et assistance concernant le statut, la capacité et la personnalité juridiques de la Commission ainsi que les privilèges et immunités de la Commission et de ses représentants. Elle a ainsi donné son avis sur l'interprétation de la Convention de 1946 sur les privilèges et immunités des Nations Unies, que plusieurs États signataires ont décidé d'appliquer à la Commission. Comme le bureau de la Commission le lui avait demandé, elle a établi une note sur les privilèges et immunités fonctionnels nécessaires à la bonne exécution du programme de travail; elle a de plus rédigé un projet de décision concernant l'application, à titre provisoire, de la Convention de 1946 aux activités de la Commission (CTBT/PTS/INF.130), lequel, après avoir été examiné par le Groupe de travail A et la Commission, a abouti à l'adoption de la recommandation 8 figurant dans le document CTBT/PC-9/1/Annex I.

G.6.2.2 Mesures d'application nationales

148. La Section a établi à l'intention de la Commission une note d'information sur les mesures d'application nationales à prendre en vertu de l'article III du Traité (CTBT/PTS/INF.203). Elle a, comme précédemment, prêté aux États signataires des avis sur la question et leur a donné des renseignements à ce sujet.

G.6.2.3 Confidentialité

149. La Section a donné à l'Animateur compétent ainsi qu'au Groupe de travail B des avis juridiques sur la confidentialité de l'information et des données, et a répondu aux questions des États signataires à ce sujet. Elle a également prêté avis aux divisions organiques sur la confidentialité dans le cadre de la passation de marchés, ainsi que des accords et des échanges avec les États signataires et avec d'autres organisations internationales.

G.6.3 Administration et gestion

150. La Section des affaires juridiques a, comme auparavant, aidé à l'interprétation du Règlement financier, des règles de gestion financière ainsi que du Statut et du Règlement du personnel. Elle a également prêté un appui juridique concernant l'acceptation, par la Commission, de la compétence du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en matière de conflit entre les fonctionnaires et la Commission. Elle a de plus prêté des services en rapport avec la modification des Statuts de la Caisse de prévoyance et, d'une manière générale, l'administration de celle-ci, assurant notamment le service du Conseil d'administration de la Caisse.

G.6.4 Appui aux organes directeurs et aux programmes de formation

151. La Section a fourni des services juridiques, selon que de besoin, à l'occasion des sessions de la Commission et des groupes de travail A et B ainsi que des réunions connexes organisées par les animateurs. Des réunions d'information ont été organisées à l'intention des personnes désignées par leur gouvernement, des experts et des stagiaires participant aux divers programmes de formation, technique ou autre, dispensés à Vienne.

G.7 Relations extérieures

G.7.1 Action en faveur de l'entrée en vigueur du Traité

152. La Section des relations extérieures a entamé des échanges avec les autorités nationales de tous les États signataires visés à l'Annexe 2 du Traité, sans la ratification desquels le Traité ne peut entrer en vigueur. En 1999, 13 d'entre eux ont déposé leurs instruments de ratification.

G.7.2 Mise en place du régime de vérification

153. En collaboration et en coordination avec les divisions chargées de la vérification, la Section des relations extérieures a mené des activités de promotion auprès des États signataires afin de leur faire prendre conscience de l'importance de la mise en place du régime de vérification. Ainsi, outre les contacts périodiques qu'elle entretient avec les missions permanentes à Vienne, Genève, New York et dans d'autres villes, elle a organisé des réunions d'information à l'intention des autorités nationales de 33 pays devant abriter des stations du SSI.

G.7.3 Élargissement de la participation aux travaux de la Commission

154. La Section a saisi toutes les occasions d'inciter les missions et les autorités nationales à participer aux travaux des organes directeurs.

G.7.4 Élargissement du nombre des membres de la Commission et activités de promotion en faveur de la ratification du Traité

155. La Section des relations extérieures a poursuivi ses contacts avec des organisations internationales et régionales – notamment l'ONU, l'AIEA, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Ligue des États arabes, l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation de l'unité africaine (OUA), le Forum du Pacifique Sud et l'Organisation pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) – ainsi que les échanges entamés dans le cadre de réunions internationales telles que celles du Comité

préparatoire de la Conférence des États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, afin de mieux faire connaître le régime de vérification, accroître le nombre des membres de la Commission et favoriser la ratification du Traité.

G.7.5 Signatures et ratifications

156. En 1999, les quatre États suivants ont signé le Traité: Guatemala, Oman, Singapour et Zimbabwe; les 25 États dont les noms suivent l'ont ratifié: Afrique du Sud*, Azerbaïdjan, Belgique*, Bolivie, Bulgarie*, Estonie, Finlande*, Grèce, Hongrie*, Irlande, Italie*, Lesotho, Luxembourg, Mali, Mexique*, Norvège*, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas*, Pologne*, République de Corée*, Roumanie*, Sénégal, Slovénie et Suisse*. Au 31 décembre 1999, 155 États avaient signé le Traité et 51 en avaient déposé les instruments de ratification auprès du Secrétaire général de l'ONU, dont 26 figurant au nombre des États dont la ratification est requise pour l'entrée en vigueur (voir l'Annexe 2 du Traité).

157. Le Pakistan a conservé son statut d'observateur auprès de la Commission. Par ailleurs, des échanges discrets se sont poursuivis avec l'Inde. On s'est également efforcé de développer les échanges avec la République populaire démocratique de Corée.

G.7.6 Participation aux travaux de la Commission

158. En 1999, 78 États ont participé à la huitième session de la Commission, 74 à la neuvième et 77 à la dixième. Les États qui n'ont pas encore pris une part active aux travaux des organes directeurs ont, comme précédemment, été incités à le faire.

G.7.7 Désignation des autorités nationales et des centres de liaison

159. À la fin 1999, 61 États avaient avisé le Secrétariat de la désignation d'autorités nationales ou de centres de liaison, conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article III du Traité.

G.7.8 Relations avec les États et les organisations internationales

160. En 1999, le Secrétaire exécutif et la Section des relations extérieures ont établi des contacts avec les missions permanentes de 28 pays devant abriter des installations du SSI mais non représentés à Vienne. Des missions ont été dépêchées dans 40 pays de toutes les régions du globe afin de faciliter la réalisation des objectifs du Traité.

161. Le Secrétaire exécutif et des représentants du Secrétariat ont fait des déclarations devant les organes ci-après:

- Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York;
- Réunion plénière du Groupe africain à New York;
- Comité préparatoire de la Conférence de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, à sa troisième session;
- Conférence générale de l'AIEA, à sa quarante-troisième session, à Vienne;
- Conseil permanent de l'OEA à Washington.

* État visé à l'Annexe 2 du Traité.

162. Des représentants du Secrétariat ont également été invités à participer aux réunions suivantes:

- Quatrième session de la Conférence des États Parties de l'OIAC, à La Haye;
- Quatrième session de la Réunion des ministres des pays d'Amérique centrale membres de la CARICOM, à Georgetown;
- Vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de l'OEA, à Guatemala;
- Trente-cinquième Sommet de l'OUA, à Alger;
- Seizième session de la Conférence générale de l'OPANAL et séminaire international de l'OPANAL sur le désarmement, à Lima.

G.8 Information

G.8.1 Diffusion de l'information

G.8.1.1 Publications

163. À la demande des États qui abriteront des installations du SSI, on a compilé le Guide de l'installation de stations du SSI, qui précise comment concrétiser les dispositions du Traité, du Règlement financier et des décisions de la Commission. Ce guide sera également utile pour d'autres États, notamment ceux qui ne peuvent prendre une part active aux travaux des organes directeurs; on pourra de plus en tirer parti lors des ateliers de travail, des stages de formation et des séminaires.

164. En 1999, huit livraisons du bulletin *CTBTO News* ont été publiées, qui récapitulent les rapports du Secrétaire exécutif sur les activités du Secrétariat et les décisions des organes directeurs. Ce bulletin est essentiellement destiné aux États signataires qui n'ont pas pu prendre une part active aux travaux de la Commission.

165. Le texte du Traité, présenté sous forme de plaquette, a fait l'objet d'une troisième édition, qui comporte des signets destinés à aider les lecteurs à en retrouver plus facilement les diverses dispositions. De petit format, cet opuscule, qui regroupe les textes fondamentaux, a été accueilli avec satisfaction par divers groupes cibles et plusieurs organisations internationales.

166. Les dossiers d'information établis à l'intention des médias, du grand public et du personnel du Secrétariat en mission ont été constamment mis à jour, augmentés et adaptés aux lecteurs ciblés.

167. En 1999, le Secrétariat a publié 41 communiqués de presse et notes d'information donnant des renseignements sur les nouvelles signatures et ratifications du Traité, la signature d'accords relatifs aux installations, la Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, convoqué en vertu de l'article XIV, et les activités du Secrétariat.

G.8.1.2 Diffusion de l'information par voie électronique

168. On a continué de perfectionner le SCE afin qu'il réponde mieux aux besoins des utilisateurs et soit constamment opérationnel. En 1999, le nombre des utilisateurs du système a augmenté d'un tiers. Au 20 janvier 2000, 535 personnes avaient été autorisées à y accéder, contre 401 au début de 1999, et 401 d'entre elles s'y étaient connectées au moins une fois; 21 discussions y ont été lancées, contre 9 en 1998.

169. Vers la fin de l'année, consciente que le Traité faisait de plus en plus l'objet d'articles dans la presse, la Section de l'information a commencé à diffuser électroniquement une revue de la presse à l'intention des hauts fonctionnaires du Secrétariat.

G.8.1.3 Information audiovisuelle

170. Les premières versions d'un documentaire de 45 minutes intitulé "The Eyes of Truth", accompagné d'une bande-annonce de 10 minutes, ont été achevées. Ce film porte essentiellement sur la mise en service du SSI et contient des séquences sur le Centre international de Vienne (CIV), le CID et des installations situées en Afrique du Sud, en Allemagne, en Argentine, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Il cible un public généraliste et est destiné à être diffusé à la télévision.

171. La Section de l'information a fait en sorte que des photographies soient prises lors de la signature des accords sur les installations du SSI, de l'ouverture de la Conférence convoquée en vertu de l'article XIV et de la conférence de presse qui y a fait suite.

G.8.1.4 Réunions d'information

172. Dix-huit réunions d'information se sont tenues au Secrétariat à l'intention de divers groupes, auxquelles ont pris part 10 parlementaires, 140 jeunes diplomates, 110 étudiants, 48 représentants d'organisations non gouvernementales, 32 enseignants du secondaire et 13 enseignants du supérieur. La Section de l'information a de plus donné aux guides stagiaires du CIV des renseignements sur les travaux de la Commission. Enfin, le Secrétaire exécutif, sur l'invitation du Comité des organisations non gouvernementales pour le désarmement, a pris la parole devant quelque 250 représentants d'organisations non gouvernementales à New York lors de la Semaine du désarmement (25-27 octobre 1999).

G.8.1.5 Relations avec les médias

173. Le Président de la Commission a donné, à l'issue de chacune des sessions que la Commission a tenues en 1999, des conférences de presse auxquelles ont assisté en tout 68 journalistes. Le Secrétaire exécutif a accordé des entrevues à cinq journaux, une chaîne de télévision et une station de radio. Le Directeur de la Division du Système de surveillance international et le Directeur de la Division du Centre international de données ont eu des entretiens avec un journaliste de la presse écrite. Enfin, la Section de l'information a informé un magazine des activités du Secrétariat.

G.8.1.6 Activités menées au Centre international de Vienne

174. La Section de l'information a, conjointement avec la Division de l'information de l'AIEA, organisé une exposition photographique sur les Nations Unies et le désarmement nucléaire, qui portait sur les progrès accomplis dans ce domaine. L'exposition comportait 40 photographies qui illustraient les étapes ayant conduit à la signature du Traité en 1996.

175. À l'occasion du vingtième anniversaire du CIV, la Section a conçu des panneaux qui sont désormais exposés en permanence dans les espaces réservés au Service de l'information des Nations Unies.

G.9 Coopération internationale

G.9.1 Relations avec les États signataires

176. La Section de la coopération internationale, œuvrant toujours en étroite collaboration avec la Section des relations extérieures, a axé ses activités sur les États et les organisations régionales de trois régions – Afrique, Amérique latine et Caraïbes, et Asie du Sud-Est, Pacifique et Extrême-Orient – en vue de préparer les ateliers sur la coopération internationale et d'en assurer le suivi.

177. Parallèlement, il a été demandé à plusieurs États technologiquement avancés de concourir davantage aux travaux de la Section. Les modalités de cet appui font actuellement l'objet de discussions.

G.9.2 Atelier de travail régional sur la coopération internationale

178. La Section de la coopération internationale, forte du soutien du Gouvernement égyptien, a organisé au Caire, en juin 1999, le premier atelier de travail régional sur la coopération internationale. Y ont pris part des représentants de 22 États africains, qui ont étudié les moyens de faciliter la réalisation des objectifs du Traité dans la région. Un résumé des débats a été publié sous la cote CTBT/PTS/INF.173/Rev.1.

G.9.3 Préparatifs des ateliers de travail régionaux pour l'Amérique latine et les Caraïbes et pour l'Asie du Sud-Est, le Pacifique et l'Extrême-Orient

179. Des échanges de vue bilatéraux et multilatéraux ont eu lieu avec les représentants à Vienne de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que de l'Asie du Sud-Est, du Pacifique et de l'Extrême-Orient, qui avaient pour objet de dégager les concepts et le cadre des deux ateliers régionaux inscrits au programme de travail de l'exercice 2000. À l'invitation des gouvernements chinois et péruvien, il a été décidé que ces ateliers se tiendraient respectivement à Beijing et à Lima. Des discussions préliminaires avec les autorités péruviennes ont eu lieu à Lima en décembre 1999 et la Section a mis la dernière main aux préparatifs d'une mission qui s'est rendue à Beijing du 18 au 20 janvier 2000.

G.9.4 Base de données des réunions scientifiques en rapport avec le Traité

180. En étroite coopération avec les divisions chargées de la vérification, la Section a continué d'étoffer la base de données sur les réunions scientifiques présentant un intérêt pour les chercheurs s'occupant de questions en rapport avec le Traité. À la fin 1999, cette base recensait plus d'une centaine de conférences et réunions tenues ou prévues dans 35 États pour la période 1998-2001.

181. Grâce au soutien du Département de l'énergie des États-Unis d'Amérique, la base de données est désormais accessible à tous sur la toile. Cette collaboration a fait l'objet d'une communication intitulée "Scientific meetings database: a new tool for CTBT-related international cooperation", rédigée conjointement avec un collaborateur des Sandia National Laboratories et présentée lors du vingt et unième colloque sur la recherche sismologique et les techniques de surveillance aux fins de l'application du Traité, qui s'est tenu à Las Vegas (États-Unis) du 21 au 24 septembre 1999.

H. CONFÉRENCE EN VUE DE FACILITER L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ, CONVOQUÉE EN VERTU DE L'ARTICLE XIV

H.1 Préparatifs

182. La Conférence en vue de faciliter l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, convoquée en vertu de l'article XIV, qui s'est tenue à Vienne, au palais de la Hofburg, du 6 au 8 octobre 1999, a été l'un des points forts du programme des réunions. Son secrétariat était assuré conjointement par des fonctionnaires du Secrétariat et par des fonctionnaires de l'ONU en poste à New York et à Vienne. Une équipe de travail, dirigée par le chef de la Section des services de conférence et composée de fonctionnaires du Cabinet du Secrétaire exécutif, de la Section des affaires juridiques, de la Section de l'information et de la Section des relations extérieures, s'est chargée des préparatifs de la Conférence et de la coordination avec le secrétariat de cette dernière.

183. Dans le cadre des préparatifs de la Conférence, le STP a établi un projet de budget, rédigé les comptes rendus des réunions tenues par les États signataires et les États ratifiants, et révisé et actualisé le règlement intérieur de la Conférence, le projet d'ordre du jour et le projet de déclaration finale. La Section des affaires juridiques a prêté avis sur l'interprétation des dispositions du Traité et des avant-projets en discussion. La Section de l'information a compilé des précédents relatifs à la participation d'organisations non gouvernementales à des conférences intergouvernementales et présenté des propositions concernant la participation des médias. Grâce au soutien du Gouvernement autrichien, le Secrétariat a pu s'employer à élargir la participation à la Conférence, en particulier de pays les moins avancés. C'est ainsi que 92 États, dont 7 faisant partie des pays les moins avancés, ont pris part à la Conférence.

H.2 Service de la Conférence

184. Le Secrétaire exécutif a fait office de secrétaire de la Conférence. Des fonctionnaires de la Section des services de conférence se sont chargés des questions de protocole et de l'accréditation des représentants; ils ont établi et mis à jour la liste des orateurs et prêté assistance aux membres du bureau de la Conférence. Le chef de la Section des affaires juridiques a prêté des avis juridiques. La Section de l'information a préparé des dossiers d'information, publié des communiqués de presse, procédé à l'accréditation des 82 journalistes et des représentants des 13 organisations non gouvernementales, tenu des réunions d'information et organisé des entrevues avec les représentants des États. Elle a également tenu une conférence de presse avant l'ouverture de la Conférence et en a organisé une autre avec le Président de la Conférence, M. Koumura, ancien Ministre japonais des affaires étrangères, à l'issue de celle-ci. Au cours de la Conférence, elle a organisé trois représentations du documentaire intitulé "The Eyes of Truth", ainsi que des activités de démonstration sur le site web d'accès libre de la Commission. La Section de la coopération internationale a coordonné les activités des journées portes ouvertes à l'intention des représentants afin de les familiariser avec les travaux du Secrétariat. La Conférence a été, pour le Secrétariat, l'occasion de procéder à des échanges de vues avec les délégations, notamment celles des États non représentés à Vienne, des États dont la ratification est requise pour que le Traité puisse entrer en vigueur et des États qui abriteront des installations du SSI.

APPENDICE I

ÉTAT DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET ORDINAIRE AU 31 DÉCEMBRE 1999
(en dollars É.-U.)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|----------------------------|-------------------------|--------------|----------------------|---------------------------------|-------------------------|------------------------------------|
| Albania | | | | | | |
| | WCF | 00.003 | 63 | - | - | 63 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.003 | 1,937 | - | - | 1,937 |
| | | | 10,629 | - | 166 | 10,463 |
| Algeria | | | | | | |
| | WCF | 00.094 | 1,974 | 1,974 | - | - |
| | 1999 | 00.094 | 60,685 | 60,685 | - | - |
| Last Payment Date: | 12-November-1999 | | 62,659 | 62,659 | - | |
| Andorra | | | | | | |
| | WCF | 00.004 | 84 | 210 | (126) | - |
| | 1999 | 00.004 | 2,582 | - | 126 | 2,456 |
| Last Payment Date: | 14-May-1998 | | 2,666 | 210 | - | 2,456 |
| Angola | | | | | | |
| | WCF | 00.010 | 210 | 210 | - | - |
| | 1999 | 00.010 | 6,456 | 6,456 | - | - |
| Last Payment Date: | 12-November-1999 | | 6,666 | 6,666 | - | |
| Antigua and Barbuda | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 1,602 | - | - | 1,602 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 8,779 | - | - | 8,779 |
| Argentina | | | | | | |
| | WCF | 01.029 | 21,609 | 21,609 | - | - |
| | 1998 | 00.486 | 284,016 | 272,613 | - | 11,403 |
| | 1999 | 01.029 | 664,312 | - | - | 664,312 |
| Last Payment Date: | 29-November-1999 | | 969,937 | 294,222 | - | 675,715 |
| Armenia | | | | | | |
| | WCF | 00.011 | 231 | - | - | 231 |
| | 1997 | 00.051 | 13,924 | - | 818 | 13,106 |
| | 1998 | 00.051 | 29,804 | - | - | 29,804 |
| | 1999 | 00.011 | 7,101 | - | - | 7,101 |
| | | | 51,060 | - | 818 | 50,242 |
| Australia | | | | | | |
| | WCF | 01.489 | 31,269 | 31,269 | - | - |
| | 1999 | 01.489 | 961,284 | 961,095 | 189 | - |
| Last Payment Date: | 20-January-1999 | | 992,553 | 992,364 | 189 | |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|-------------------------------|------------------|--------|--------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Austria | | | | | | |
| | WCF | 00.945 | 19,845 | 19,845 | - | - |
| | 1999 | 00.945 | 610,083 | 610,083 | - | - |
| Last Payment Date: | 22-January-1999 | | 629,928 | 629,928 | - | - |
| Azerbaijan | | | | | | |
| | WCF | 00.022 | 462 | - | - | 462 |
| | 1997 | 00.110 | 10,068 | - | - | 10,068 |
| | 1998 | 00.111 | 64,868 | - | - | 64,868 |
| | 1999 | 00.022 | 14,203 | - | - | 14,203 |
| | | | 89,601 | - | - | 89,601 |
| Bahrain | | | | | | |
| | WCF | 00.017 | 357 | 357 | - | - |
| | 1999 | 00.017 | 10,975 | 10,912 | 63 | - |
| Last Payment Date: | 20-July-1999 | | 11,332 | 11,269 | 63 | - |
| Bangladesh | | | | | | |
| | WCF | 00.010 | 210 | - | - | 210 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.010 | 6,456 | - | - | 6,456 |
| | | | 15,295 | - | 166 | 15,129 |
| Belarus | | | | | | |
| | WCF | 00.082 | 1,722 | 5,943 | (4,221) | - |
| | 1998 | 00.283 | 165,384 | 115,088 | 4,221 | 46,075 |
| | 1999 | 00.082 | 52,938 | - | - | 52,938 |
| Last Payment Date: | 04-October-1999 | | 220,044 | 121,031 | - | 99,013 |
| Belgium | | | | | | |
| | WCF | 01.108 | 23,268 | 23,268 | - | - |
| | 1999 | 01.108 | 715,314 | 715,309 | 5 | - |
| Last Payment Date: | 26-February-1999 | | 738,582 | 738,577 | 5 | - |
| Benin | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | 210 | (168) | - |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | 171 | 5,673 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| Last Payment Date: | 13-October-1997 | | 7,177 | 210 | 3 | 6,964 |
| Bolivia | | | | | | |
| | WCF | 00.007 | 147 | - | - | 147 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.007 | 4,519 | - | - | 4,519 |
| | | | 13,295 | - | 166 | 13,129 |
| Bosnia and Herzegovina | | | | | | |
| | WCF | 00.005 | 105 | - | - | 105 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 161 | 2,624 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.005 | 3,228 | - | - | 3,228 |
| | | | 11,962 | - | 161 | 11,801 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---------------------------|------------------|--------|------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Brazil | | | | | | |
| | WCF | 01.477 | 31,017 | 31,017 | - | - |
| | 1999 | 01.477 | 953,536 | 3,408 | - | 950,128 |
| Last Payment Date: | 06-January-1999 | | 984,553 | 34,425 | - | 950,128 |
| Brunei Darussalam | | | | | | |
| | WCF | 00.020 | 420 | 420 | - | - |
| | 1998 | 00.020 | 11,688 | - | 6 | 11,682 |
| | 1999 | 00.020 | 12,912 | - | - | 12,912 |
| Last Payment Date: | 23-July-1997 | | 25,020 | 420 | 6 | 24,594 |
| Bulgaria | | | | | | |
| | WCF | 00.019 | 399 | 1,701 | (1,302) | - |
| | 1999 | 00.019 | 12,266 | 10,964 | 1,302 | - |
| Last Payment Date: | 27-December-1999 | | 12,665 | 12,665 | - | |
| Burkina Faso | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Burundi | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Cambodia | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | 21 | - | - |
| | 1999 | 00.001 | 646 | 646 | - | - |
| Last Payment Date: | 13-July-1999 | | 667 | 667 | - | |
| Canada | | | | | | |
| | WCF | 02.766 | 58,086 | 58,086 | - | - |
| | 1999 | 02.766 | 1,785,702 | 1,777,701 | 8,001 | - |
| Last Payment Date: | 11-January-1999 | | 1,843,788 | 1,835,787 | 8,001 | |
| Cape Verde | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Chad | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---------------------------|------------------------|--------|----------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Chile | | | | | | |
| | WCF | 00.132 | 2,772 | 1,701 | - | 1,071 |
| | 1999 | 00.132 | 85,218 | - | - | 85,218 |
| Last Payment Date: | 29-June-1998 | | 87,990 | 1,701 | - | 86,289 |
| China | | | | | | |
| | WCF | 00.977 | 20,517 | 20,517 | - | - |
| | 1999 | 00.977 | 630,741 | 630,740 | 1 | - |
| Last Payment Date: | 01-March-1999 | | 651,258 | 651,257 | 1 | - |
| Colombia | | | | | | |
| | WCF | 00.109 | 2,289 | - | - | 2,289 |
| | 1997 | 00.101 | 27,848 | - | 1,653 | 26,195 |
| | 1998 | 00.101 | 59,024 | - | - | 59,024 |
| | 1999 | 00.109 | 70,369 | - | - | 70,369 |
| | | | 159,530 | - | 1,653 | 157,877 |
| Comoros | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Congo | | | | | | |
| | WCF | 00.003 | 63 | - | - | 63 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.003 | 1,937 | - | - | 1,937 |
| | | | 10,629 | - | 166 | 10,463 |
| Cook Isl. | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 6,511 | - | - | 6,511 |
| Costa Rica | | | | | | |
| | WCF | 00.016 | 336 | - | - | 336 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.016 | 10,329 | - | - | 10,329 |
| | | | 19,294 | - | 166 | 19,128 |
| Côte d'Ivoire | | | | | | |
| | WCF | 00.009 | 189 | - | - | 189 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.009 | 5,810 | - | - | 5,810 |
| | | | 14,628 | - | 166 | 14,462 |
| Croatia | | | | | | |
| | WCF | 00.036 | 756 | 756 | - | - |
| | 1998 | 00.091 | 53,180 | 150 | - | 53,030 |
| | 1999 | 00.036 | 23,241 | - | - | 23,241 |
| Last Payment Date: | 14-October-1999 | | 77,177 | 906 | - | 76,271 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|-------------------------------------|-------------------------|--------|----------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Cyprus | | | | | | |
| | WCF | 00.034 | 714 | 714 | - | - |
| | 1999 | 00.034 | 21,950 | 21,950 | - | - |
| Last Payment | 21-January-1999 | | 22,664 | 22,664 | | |
| Date: | | | | | | |
| Czech Republic | | | | | | |
| | WCF | 00.122 | 2,562 | 2,562 | - | - |
| | 1999 | 00.122 | 78,762 | 76,011 | 2,751 | - |
| Last Payment | 16-February-1999 | | 81,324 | 78,573 | 2,751 | |
| Date: | | | | | | |
| Democratic Republic of Congo | | | | | | |
| | WCF | 00.007 | 147 | - | - | 147 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.007 | 4,519 | - | - | 4,519 |
| | | | 13,295 | | 166 | 13,129 |
| Denmark | | | | | | |
| | WCF | 00.694 | 14,574 | 14,574 | - | - |
| | 1999 | 00.694 | 448,039 | 447,304 | 735 | - |
| Last Payment | 10-February-1999 | | 462,613 | 461,878 | 735 | |
| Date: | | | | | | |
| Djibouti | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | | 166 | 9,130 |
| Dominican Republic | | | | | | |
| | WCF | 00.015 | 315 | - | - | 315 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.015 | 9,684 | - | - | 9,684 |
| | | | 18,628 | | 166 | 18,462 |
| Ecuador | | | | | | |
| | WCF | 00.020 | 420 | 420 | - | - |
| | 1997 | 00.020 | 5,570 | 4,657 | 331 | 582 |
| | 1998 | 00.020 | 11,688 | - | - | 11,688 |
| | 1999 | 00.020 | 12,912 | - | - | 12,912 |
| Last Payment | 08-March-1999 | | 30,590 | 5,077 | 331 | 25,182 |
| Date: | | | | | | |
| Egypt | | | | | | |
| | WCF | 00.065 | 1,365 | 1,365 | - | - |
| | 1999 | 00.065 | 41,963 | 41,627 | 336 | - |
| Last Payment | 05-August-1999 | | 43,328 | 42,992 | 336 | |
| Date: | | | | | | |
| El Salvador | | | | | | |
| | WCF | 00.012 | 252 | - | - | 252 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.012 | 7,747 | - | - | 7,747 |
| | | | 16,628 | | 166 | 16,462 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|--------------------------|-------------------|--------|------------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Equatorial Guinea | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Estonia | | | | | | |
| | WCF | 00.015 | 315 | 315 | - | - |
| | 1999 | 00.015 | 9,684 | 9,159 | 525 | - |
| Last Payment Date: | 16-February-1999 | | 9,999 | 9,474 | 525 | |
| Ethiopia | | | | | | |
| | WCF | 00.006 | 126 | - | - | 126 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.006 | 3,874 | - | - | 3,874 |
| | | | 12,629 | - | 166 | 12,463 |
| Fiji | | | | | | |
| | WCF | 00.004 | 84 | 210 | (126) | - |
| | 1999 | 00.004 | 2,582 | 2,582 | - | - |
| Last Payment Date: | 15-September-1999 | | 2,666 | 2,792 | (126) | |
| Finland | | | | | | |
| | WCF | 00.544 | 11,424 | 11,424 | - | - |
| | 1999 | 00.544 | 351,201 | 349,458 | 1,743 | - |
| Last Payment Date: | 13-January-1999 | | 362,625 | 360,882 | 1,743 | |
| France | | | | | | |
| | WCF | 06.569 | 137,949 | 137,949 | - | - |
| | 1999 | 06.569 | 4,240,881 | 4,240,881 | - | - |
| Last Payment Date: | 26-March-1999 | | 4,378,830 | 4,378,830 | - | |
| Gabon | | | | | | |
| | WCF | 00.015 | 315 | - | - | 315 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.015 | 9,684 | - | - | 9,684 |
| | | | 18,628 | - | 166 | 18,462 |
| Georgia | | | | | | |
| | WCF | 00.019 | 399 | - | - | 399 |
| | 1997 | 00.112 | 30,633 | - | 1,805 | 28,828 |
| | 1998 | 00.111 | 64,868 | - | - | 64,868 |
| | 1999 | 00.019 | 12,266 | - | - | 12,266 |
| | | | 108,166 | - | 1,805 | 106,361 |
| Germany | | | | | | |
| | WCF | 09.851 | 206,871 | 206,871 | - | - |
| | 1999 | 09.851 | 6,359,707 | 6,359,707 | - | - |
| Last Payment Date: | 12-July-1999 | | 6,566,578 | 6,566,578 | - | |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---------------------------|------------------------|--------|----------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Ghana | | | | | | |
| | WCF | 00.007 | 147 | 210 | (63) | - |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | 66 | 5,778 |
| | 1999 | 00.007 | 4,519 | - | - | 4,519 |
| Last Payment Date: | 18-April-1997 | | 10,510 | 210 | 3 | 10,297 |
| Greece | | | | | | |
| | WCF | 00.353 | 7,413 | 7,413 | - | - |
| | 1999 | 00.353 | 227,893 | 227,221 | 672 | - |
| Last Payment Date: | 18-May-1999 | | 235,306 | 234,634 | 672 | |
| Grenada | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Guinea | | | | | | |
| | WCF | 00.003 | 63 | - | - | 63 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.003 | 1,937 | - | - | 1,937 |
| | | | 10,629 | - | 166 | 10,463 |
| Guinea-Bissau | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 1,602 | - | - | 1,602 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 8,113 | - | - | 8,113 |
| Haiti | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Holy See | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | 21 | - | - |
| | 1999 | 00.001 | 646 | 457 | 189 | - |
| Last Payment Date: | 25-January-1999 | | 667 | 478 | 189 | |
| Honduras | | | | | | |
| | WCF | 00.003 | 63 | - | - | 63 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.003 | 1,937 | - | - | 1,937 |
| | | | 10,629 | - | 166 | 10,463 |
| Hungary | | | | | | |
| | WCF | 00.121 | 2,541 | 2,541 | - | - |
| | 1999 | 00.121 | 78,116 | 77,675 | 441 | - |
| Last Payment Date: | 28-January-1999 | | 80,657 | 80,216 | 441 | |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|-----------------------------------|------------------|--------|--------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Iceland | | | | | | |
| | WCF | 00.032 | 672 | 672 | - | - |
| | 1999 | 00.032 | 20,659 | 20,659 | - | - |
| Last Payment Date: | 11-January-1999 | | 21,331 | 21,331 | - | - |
| Indonesia | | | | | | |
| | WCF | 00.185 | 3,885 | 2,982 | - | 903 |
| | 1998 | 00.142 | 82,984 | 39,654 | - | 43,330 |
| | 1999 | 00.185 | 119,434 | - | - | 119,434 |
| Last Payment Date: | 21-October-1998 | | 206,303 | 42,636 | - | 163,667 |
| Iran (Islamic Republic of) | | | | | | |
| | WCF | 00.194 | 4,074 | 9,555 | (5,481) | - |
| | 1998 | 00.455 | 265,900 | 135,036 | 5,481 | 125,383 |
| | 1999 | 00.194 | 125,244 | - | - | 125,244 |
| Last Payment Date: | 19-November-1999 | | 395,218 | 144,591 | - | 250,627 |
| Ireland | | | | | | |
| | WCF | 00.225 | 4,725 | 4,725 | - | - |
| | 1999 | 00.225 | 145,258 | 145,258 | - | - |
| Last Payment Date: | 25-January-1999 | | 149,983 | 149,983 | - | - |
| Israel | | | | | | |
| | WCF | 00.347 | 7,287 | 7,287 | - | - |
| | 1999 | 00.347 | 224,020 | 224,020 | - | - |
| Last Payment Date: | 15-July-1999 | | 231,307 | 231,307 | - | - |
| Italy | | | | | | |
| | WCF | 05.456 | 114,576 | 114,576 | - | - |
| | 1999 | 05.456 | 3,522,339 | 3,522,339 | - | - |
| Last Payment Date: | 12-November-1999 | | 3,636,915 | 3,636,915 | - | - |
| Jamaica | | | | | | |
| | WCF | 00.006 | 126 | 126 | - | - |
| | 1999 | 00.006 | 3,874 | 3,874 | - | - |
| Last Payment Date: | 29-June-1999 | | 4,000 | 4,000 | - | - |
| Japan | | | | | | |
| | WCF | 20.073 | 421,533 | 421,533 | - | - |
| | 1999 | 20.073 | 12,958,928 | 12,958,928 | - | - |
| Last Payment Date: | 04-October-1999 | | 13,380,461 | 13,380,461 | - | - |
| Jordan | | | | | | |
| | WCF | 00.006 | 126 | 210 | (84) | - |
| | 1999 | 00.006 | 3,874 | 3,790 | 84 | - |
| Last Payment Date: | 14-October-1999 | | 4,000 | 4,000 | - | - |
| Kazakhstan | | | | | | |
| | WCF | 00.066 | 1,386 | - | - | 1,386 |
| | 1997 | 00.193 | 52,912 | - | 3,124 | 49,788 |
| | 1998 | 00.192 | 112,204 | - | - | 112,204 |
| | 1999 | 00.066 | 42,609 | - | - | 42,609 |
| | | | 209,111 | - | 3,124 | 205,987 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---|-------------------------|--------|---------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Kenya | | | | | | |
| | WCF | 00.007 | 147 | 210 | (63) | - |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | 2,924 | 63 | 2,857 |
| | 1999 | 00.007 | 4,519 | - | - | 4,519 |
| Last Payment Date: | 03-December-1998 | | 10,510 | 3,134 | - | 7,376 |
| Kuwait | | | | | | |
| | WCF | 00.135 | 2,835 | 2,835 | - | - |
| | 1999 | 00.135 | 87,155 | 85,958 | 1,197 | - |
| Last Payment Date: | 18-February-1999 | | 89,990 | 88,793 | 1,197 | |
| Kyrgyzstan | | | | | | |
| | WCF | 00.008 | 168 | - | - | 168 |
| | 1997 | 00.030 | 8,354 | - | 492 | 7,862 |
| | 1998 | 00.030 | 17,532 | - | - | 17,532 |
| | 1999 | 00.008 | 5,165 | - | - | 5,165 |
| | | | 31,219 | - | 492 | 30,727 |
| Lao People's Democratic Republic | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 915 | - | - | 915 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 7,426 | - | - | 7,426 |
| Latvia | | | | | | |
| | WCF | 00.024 | 504 | 504 | - | - |
| | 1999 | 00.024 | 15,494 | 15,494 | - | - |
| Last Payment Date: | 20-April-1999 | | 15,998 | 15,998 | - | |
| Lesotho | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Liberia | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Liechtenstein | | | | | | |
| | WCF | 00.006 | 126 | 126 | - | - |
| | 1999 | 00.006 | 3,874 | 3,790 | 84 | - |
| Last Payment Date: | 09-February-1999 | | 4,000 | 3,916 | 84 | |
| Lithuania | | | | | | |
| | WCF | 00.022 | 462 | 462 | - | - |
| | 1999 | 00.022 | 14,203 | 12,964 | 1,239 | - |
| Last Payment Date: | 26-May-1999 | | 14,665 | 13,426 | 1,239 | |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---------------------------|-------------------------|--------|----------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Luxembourg | | | | | | |
| | WCF | 00.068 | 1,428 | 1,428 | - | - |
| | 1999 | 00.068 | 43,900 | 43,837 | 63 | - |
| Last Payment Date: | 20-May-1999 | | 45,328 | 45,265 | 63 | |
| Madagascar | | | | | | |
| | WCF | 00.003 | 63 | - | - | 63 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.003 | 1,937 | - | - | 1,937 |
| | | | 10,629 | - | 166 | 10,463 |
| Malawi | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Malaysia | | | | | | |
| | WCF | 00.181 | 3,801 | 3,801 | - | - |
| | 1999 | 00.181 | 116,852 | 116,852 | - | - |
| Last Payment Date: | 27-December-1999 | | 120,653 | 120,653 | - | |
| Maldives | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | 210 | (189) | - |
| | 1999 | 00.001 | 646 | 457 | 189 | - |
| Last Payment Date: | 04-February-1999 | | 667 | 667 | - | |
| Mali | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Malta | | | | | | |
| | WCF | 00.014 | 294 | 294 | - | - |
| | 1999 | 00.014 | 9,038 | 9,038 | - | - |
| Last Payment Date: | 18-January-1999 | | 9,332 | 9,332 | - | |
| Marshall Islands | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | 210 | (189) | - |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | 3 | 189 | 5,652 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| Last Payment Date: | 27-March-1998 | | 6,511 | 213 | - | 6,298 |
| Mauritania | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---|-------------------|--------|--------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Mexico | | | | | | |
| | WCF | 00.984 | 20,664 | 20,664 | - | - |
| | 1999 | 00.984 | 635,261 | 635,261 | - | - |
| Last Payment Date: | 12-November-1999 | | 655,925 | 655,925 | - | - |
| Micronesia (Federated States of) | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | 210 | (189) | - |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | 189 | 457 |
| Last Payment Date: | 05-August-1998 | | 667 | 210 | - | 457 |
| Monaco | | | | | | |
| | WCF | 00.004 | 84 | 84 | - | - |
| | 1999 | 00.004 | 2,582 | 2,456 | 126 | - |
| Last Payment Date: | 11-January-1999 | | 2,666 | 2,540 | 126 | - |
| Mongolia | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | 42 | - | - |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | 1,291 | - | - |
| Last Payment Date: | 05-May-1999 | | 1,333 | 1,333 | - | - |
| Morocco | | | | | | |
| | WCF | 00.041 | 861 | 861 | - | - |
| | 1999 | 00.041 | 26,469 | 26,469 | - | - |
| Last Payment Date: | 27-April-1999 | | 27,330 | 27,330 | - | - |
| Mozambique | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Myanmar | | | | | | |
| | WCF | 00.008 | 168 | 168 | - | - |
| | 1999 | 00.008 | 5,165 | 42 | - | 5,123 |
| Last Payment Date: | 27-April-1999 | | 5,333 | 210 | - | 5,123 |
| Namibia | | | | | | |
| | WCF | 00.007 | 147 | 147 | - | - |
| | 1999 | 00.007 | 4,519 | 4,456 | 63 | - |
| Last Payment Date: | 14-May-1999 | | 4,666 | 4,603 | 63 | - |
| Nepal | | | | | | |
| | WCF | 00.004 | 84 | 210 | (126) | - |
| | 1999 | 00.004 | 2,582 | 2,456 | 126 | - |
| Last Payment Date: | 09-September-1998 | | 2,666 | 2,666 | - | - |
| Netherlands | | | | | | |
| | WCF | 01.638 | 34,398 | 34,398 | - | - |
| | 1999 | 01.638 | 1,057,476 | 1,057,476 | - | - |
| Last Payment Date: | 22-January-1999 | | 1,091,874 | 1,091,874 | - | - |
| New Zealand | | | | | | |
| | WCF | 00.222 | 4,662 | 5,103 | (441) | - |
| | 1999 | 00.222 | 143,321 | 142,880 | 441 | - |
| Last Payment Date: | 18-December-1998 | | 147,983 | 147,983 | - | - |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

0066893f.doc

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|-------------------------|-----------------|--------|----------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Nicaragua | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Niger | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Norway | | | | | | |
| | WCF | 00.613 | 12,873 | 12,873 | - | - |
| | 1999 | 00.613 | 395,747 | 395,747 | - | - |
| Last Payment Date: | 16-March-1999 | | 408,620 | 408,620 | - | - |
| Panama | | | | | | |
| | WCF | 00.013 | 273 | 273 | - | - |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | 1,272 | 213 | 1,300 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.013 | 8,393 | - | - | 8,393 |
| Last Payment Date: | 19-January-1999 | | 17,295 | 1,545 | 213 | 15,537 |
| Papua New Guinea | | | | | | |
| | WCF | 00.007 | 147 | 210 | (63) | - |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | 66 | 5,778 |
| | 1999 | 00.007 | 4,519 | - | - | 4,519 |
| Last Payment Date: | 03-July-1997 | | 10,510 | 210 | 3 | 10,297 |
| Paraguay | | | | | | |
| | WCF | 00.014 | 294 | - | - | 294 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.014 | 9,038 | - | - | 9,038 |
| | | | 17,961 | - | 166 | 17,795 |
| Peru | | | | | | |
| | WCF | 00.095 | 1,995 | 1,995 | - | - |
| | 1999 | 00.095 | 61,331 | 61,331 | - | - |
| Last Payment Date: | 20-August-1999 | | 63,326 | 63,326 | - | - |
| Philippines | | | | | | |
| | WCF | 00.080 | 1,680 | 1,680 | - | - |
| | 1999 | 00.080 | 51,647 | 51,647 | - | - |
| Last Payment Date: | 09-July-1999 | | 53,327 | 53,327 | - | - |
| Poland | | | | | | |
| | WCF | 00.208 | 4,368 | 4,368 | - | - |
| | 1999 | 00.208 | 134,283 | 131,637 | 2,646 | - |
| Last Payment Date: | 29-January-1999 | | 138,651 | 136,005 | 2,646 | - |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|----------------------------|------------------------|--------|----------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Portugal | | | | | | |
| | WCF | 00.419 | 8,799 | 8,799 | - | - |
| | 1999 | 00.419 | 270,502 | 270,502 | - | - |
| Last Payment Date: | 04-June-1999 | | 279,301 | 279,301 | | |
| Qatar | | | | | | |
| | WCF | 00.033 | 693 | 693 | - | - |
| | 1999 | 00.033 | 21,304 | 21,304 | - | - |
| Last Payment Date: | 27-July-1999 | | 21,997 | 21,997 | | |
| Republic of Korea | | | | | | |
| | WCF | 00.998 | 20,958 | 20,958 | - | - |
| | 1999 | 00.998 | 644,299 | 644,299 | - | - |
| Last Payment Date: | 12-May-1999 | | 665,257 | 665,257 | | |
| Republic of Moldova | | | | | | |
| | WCF | 00.018 | 378 | - | - | 378 |
| | 1997 | 00.080 | 3,661 | - | - | 3,661 |
| | 1998 | 00.081 | 47,336 | - | - | 47,336 |
| | 1999 | 00.018 | 11,621 | - | - | 11,621 |
| | | | 62,996 | | | 62,996 |
| Romania | | | | | | |
| | WCF | 00.067 | 1,407 | - | - | 1,407 |
| | 1997 | 00.152 | 41,772 | - | 2,479 | 39,293 |
| | 1998 | 00.152 | 88,828 | - | - | 88,828 |
| | 1999 | 00.067 | 43,255 | - | - | 43,255 |
| | | | 175,262 | | 2,479 | 172,783 |
| Russian Federation | | | | | | |
| | WCF | 01.494 | 31,374 | 90,741 | (59,367) | - |
| | 1999 | 01.494 | 964,511 | 905,144 | 59,367 | - |
| Last Payment Date: | 14-October-1999 | | 995,885 | 995,885 | | |
| Saint Lucia | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | 21 | - | - |
| | 1999 | 00.001 | 646 | 189 | - | 457 |
| Last Payment Date: | 19-April-1999 | | 667 | 210 | | 457 |
| Samoa | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | 21 | - | - |
| | 1999 | 00.001 | 646 | 457 | 189 | - |
| Last Payment Date: | 07-July-1999 | | 667 | 478 | 189 | |
| San Marino | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | | 166 | 9,796 |
| Sao Tome Principe | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | | 166 | 9,130 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|------------------------|-----------------|--------|--------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Senegal | | | | | | |
| | WCF | 00.006 | 126 | - | - | 126 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.006 | 3,874 | - | - | 3,874 |
| | | | 12,629 | - | 166 | 12,463 |
| Seychelles | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |
| Slovakia | | | | | | |
| | WCF | 00.039 | 819 | 819 | - | - |
| | 1999 | 00.039 | 25,178 | 24,296 | 882 | - |
| Last Payment Date: | 12-January-1999 | | 25,997 | 25,115 | 882 | - |
| Slovenia | | | | | | |
| | WCF | 00.061 | 1,281 | 1,281 | - | - |
| | 1999 | 00.061 | 39,381 | 39,171 | 210 | - |
| Last Payment Date: | 05-May-1999 | | 40,662 | 40,452 | 210 | - |
| Solomon Islands | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| South Africa | | | | | | |
| | WCF | 00.368 | 7,728 | 7,728 | - | - |
| | 1999 | 00.368 | 237,577 | 237,576 | 1 | - |
| Last Payment Date: | 16-July-1998 | | 245,305 | 245,304 | 1 | - |
| Spain | | | | | | |
| | WCF | 02.600 | 54,600 | 54,600 | - | - |
| | 1999 | 02.600 | 1,678,534 | 1,678,534 | - | - |
| Last Payment Date: | 26-April-1999 | | 1,733,134 | 1,733,134 | - | - |
| Sri Lanka | | | | | | |
| | WCF | 00.012 | 252 | 252 | - | - |
| | 1999 | 00.012 | 7,747 | 7,747 | - | - |
| Last Payment Date: | 22-January-1999 | | 7,999 | 7,999 | - | - |
| Suriname | | | | | | |
| | WCF | 00.004 | 84 | 84 | - | - |
| | 1999 | 00.004 | 2,582 | - | 126 | 2,456 |
| Last Payment Date: | 04-May-1998 | | 2,666 | 84 | 126 | 2,456 |
| Swaziland | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|--|------------------------|--------|----------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Sweden | | | | | | |
| | WCF | 01.089 | 22,869 | 22,869 | - | - |
| | 1999 | 01.089 | 703,048 | 699,772 | 3,276 | - |
| Last Payment Date: | 18-January-1999 | | 725,917 | 722,641 | 3,276 | |
| Switzerland | | | | | | |
| | WCF | 01.220 | 25,620 | 25,620 | - | - |
| | 1999 | 01.220 | 787,620 | 787,519 | 102 | - |
| Last Payment Date: | 29-January-1999 | | 813,240 | 813,139 | 102 | |
| Tajikistan | | | | | | |
| | WCF | 00.005 | 105 | - | - | 105 |
| | 1997 | 00.020 | 5,570 | - | 331 | 5,239 |
| | 1998 | 00.020 | 11,688 | - | - | 11,688 |
| | 1999 | 00.005 | 3,228 | - | - | 3,228 |
| | | | 20,591 | - | 331 | 20,260 |
| Thailand | | | | | | |
| | WCF | 00.168 | 3,528 | 3,528 | - | - |
| | 1999 | 00.168 | 108,459 | 108,439 | 20 | - |
| Last Payment Date: | 02-March-1999 | | 111,987 | 111,967 | 20 | |
| The Former Yugoslav Republic of Macedonia | | | | | | |
| | WCF | 00.004 | 84 | - | - | 84 |
| | 1998 | 00.005 | 243 | - | - | 243 |
| | 1999 | 00.004 | 2,582 | - | - | 2,582 |
| | | | 2,909 | - | - | 2,909 |
| Togo | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Tunisia | | | | | | |
| | WCF | 00.028 | 588 | 588 | - | - |
| | 1997 | 00.030 | 8,354 | 7,466 | 496 | 392 |
| | 1998 | 00.030 | 17,532 | - | - | 17,532 |
| | 1999 | 00.028 | 18,077 | - | - | 18,077 |
| Last Payment Date: | 28-January-1999 | | 44,551 | 8,054 | 496 | 36,001 |
| Turkey | | | | | | |
| | WCF | 00.442 | 9,282 | 9,282 | - | - |
| | 1998 | 00.385 | 224,992 | 204,567 | 8 | 20,417 |
| | 1999 | 00.442 | 285,351 | - | - | 285,351 |
| Last Payment Date: | 03-March-1999 | | 519,625 | 213,849 | 8 | 305,768 |
| Turkmenistan | | | | | | |
| | WCF | 00.008 | 168 | - | - | 168 |
| | 1997 | 00.030 | 8,354 | - | 492 | 7,862 |
| | 1998 | 00.030 | 17,532 | - | - | 17,532 |
| | 1999 | 00.008 | 5,165 | - | - | 5,165 |
| | | | 31,219 | - | 492 | 30,727 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---|-------------------|--------|--------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Uganda | | | | | | |
| | WCF | 00.004 | 84 | - | - | 84 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.004 | 2,582 | - | - | 2,582 |
| | | | 11,295 | - | 166 | 11,129 |
| Ukraine | | | | | | |
| | WCF | 00.303 | 6,363 | 2,080 | - | 4,283 |
| | 1997 | 01.105 | 303,545 | - | 17,930 | 285,615 |
| | 1998 | 01.103 | 644,588 | - | - | 644,588 |
| | 1999 | 00.303 | 195,614 | - | - | 195,614 |
| Last Payment Date: | 22-May-1998 | | 1,150,110 | 2,080 | 17,930 | 1,130,100 |
| United Arab Emirates | | | | | | |
| | WCF | 00.179 | 3,759 | - | - | 3,759 |
| | 1997 | 00.193 | 52,912 | - | 3,141 | 49,771 |
| | 1998 | 00.192 | 112,204 | - | - | 112,204 |
| | 1999 | 00.179 | 115,561 | - | - | 115,561 |
| | | | 284,436 | - | 3,141 | 281,295 |
| United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland | | | | | | |
| | WCF | 05.113 | 107,373 | 107,373 | - | - |
| | 1997 | 05.113 | 107,373 | 107,373 | - | - |
| | 1999 | 05.113 | 3,300,902 | 3,295,232 | 5,670 | - |
| Last Payment Date: | 26-May-1999 | | 3,408,275 | 3,402,605 | 5,670 | - |
| United States of America | | | | | | |
| | WCF | 25.111 | 527,331 | 527,331 | - | - |
| | 1999 | 25.111 | 16,211,410 | 16,211,410 | - | - |
| Last Payment Date: | 17-March-1999 | | 16,738,741 | 16,738,741 | - | - |
| Uruguay | | | | | | |
| | WCF | 00.048 | 1,008 | 1,008 | - | - |
| | 1999 | 00.048 | 30,988 | - | - | 30,988 |
| Last Payment Date: | 13-December-1999 | | 31,996 | 1,008 | - | 30,988 |
| Uzbekistan | | | | | | |
| | WCF | 00.037 | 777 | 2,772 | (1,995) | - |
| | 1998 | 00.132 | 77,140 | 39,385 | 3,987 | 33,768 |
| | 1999 | 00.037 | 23,887 | - | - | 23,887 |
| Last Payment Date: | 17-September-1998 | | 101,804 | 42,157 | 1,992 | 57,655 |
| Vanuatu | | | | | | |
| | WCF | 00.001 | 21 | - | - | 21 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.001 | 646 | - | - | 646 |
| | | | 9,296 | - | 166 | 9,130 |
| Venezuela, Bolivarian Republic of | | | | | | |
| | WCF | 00.177 | 3,717 | 991 | - | 2,726 |
| | 1997 | 00.335 | 91,899 | - | 5,441 | 86,458 |
| | 1998 | 00.334 | 195,188 | - | - | 195,188 |
| | 1999 | 00.177 | 114,269 | - | - | 114,269 |
| Last Payment Date: | 14-May-1998 | | 405,073 | 991 | 5,441 | 398,641 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|---------------------------|------------------------|--------|---------------|------------------------|-----------------|----------------------------|
| Viet Nam | | | | | | |
| | WCF | 00.007 | 147 | 147 | - | - |
| | 1999 | 00.007 | 4,519 | 4,519 | - | - |
| Last Payment Date: | 27-January-1999 | | 4,666 | 4,666 | - | - |
| Yemen | | | | | | |
| | WCF | 00.010 | 210 | - | - | 210 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.010 | 6,456 | - | - | 6,456 |
| | | | 15,295 | - | 166 | 15,129 |
| Zambia | | | | | | |
| | WCF | 00.002 | 42 | - | - | 42 |
| | 1997 | 00.010 | 2,785 | - | 166 | 2,619 |
| | 1998 | 00.010 | 5,844 | - | - | 5,844 |
| | 1999 | 00.002 | 1,291 | - | - | 1,291 |
| | | | 9,962 | - | 166 | 9,796 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

| | Year | Scale | Payable a | Applied Amount b | Adjustment c | Outstanding d = a-(b+c) |
|------------------------------|------|-------|--------------------|------------------------|------------------|----------------------------|
| Sub totals | | | | | | |
| | WCF | 1 | 2,100,000 | 2,150,321 | (74,193) | 23,872 |
| | 1996 | 1 | 140,383 | 131,051 | 9,332 | - |
| | 1996 | 2 | 33,178 | 30,974 | 2,204 | - |
| | 1997 | 1 | 296,389 | 277,034 | 19,355 | - |
| | 1997 | 2 | 27,458,316 | 25,082,653 | 1,658,131 | 717,532 |
| | 1998 | 1 | 58,439,527 | 55,895,467 | 391,994 | 2,152,066 |
| | 1999 | 1 | 64,559,006 | 61,258,547 | 93,369 | 3,207,090 |
| Total (Excluding WCF) | | | 150,926,799 | 142,675,727 | 2,174,385 | 6,076,688 |

**Status of Assessed Contributions to the Regular Budget
New Member**

| | Year | Scale | Payable | Applied Amount | Adjustment | Outstanding |
|--|------|-------|-----------------------|--------------------------|------------|--------------|
| Guatemala | | | | | | |
| | | | Date Of Entry: | 20-September-1999 | | |
| | WCF | 1 | 00.018 | 378 | - | 378 |
| | 1999 | 1 | 00.018 | 1,937 | - | 1,937 |
| Last Payment Date: | | | 2,315 | - | - | 2,315 |
| Oman | | | | | | |
| | | | Date Of Entry: | 23-September-1999 | | |
| | WCF | 1 | 00.051 | 1,071 | - | 1,071 |
| | 1999 | 1 | 00.051 | 5,488 | - | 5,488 |
| Last Payment Date: | | | 6,559 | - | - | 6,559 |
| Singapore | | | | | | |
| | | | Date Of Entry: | 14-January-1999 | | |
| | WCF | 1 | 00.176 | 3,696 | - | - |
| | 1999 | 1 | 00.176 | 94,687 | - | - |
| Last Payment Date: 24-February-1999 | | | 98,383 | 98,383 | - | - |
| Zimbabwe | | | | | | |
| | | | Date Of Entry: | 13-October-1999 | | |
| | WCF | 1 | 00.009 | 189 | - | 189 |
| | 1999 | 1 | 00.009 | 484 | - | 484 |
| Last Payment Date: | | | 673 | - | - | 673 |
| Grand Total | | | 107,930 | 98,383 | - | 9,547 |

Note: 1 and 2 refers to budget periods (1) and (2)

APPENDICE II
OPÉRATIONS D'ACHAT, 1999

| Major Programme | Total Number of Contracts/ Purchase Orders | Value in US\$ |
|--|---|----------------------------------|
| 1. INTERNATIONAL MONITORING SYSTEM | 100 | 33,186,001.45* |
| CIF US\$ 33,005,191.45 | | |
| General Fund: US\$ 180,810.00 | | |
| 2. INTERNATIONAL DATA CENTRE | 55 | 5,555,130.90 |
| 3. COMMUNICATIONS | 0 | 4,296,019.72 |
| 4. ON-SITE INSPECTION | 5 | 335,539.18 |
| 5. EVALUATION | 5 | 335,041.00 |
| 7. ADMINISTRATION, COORDINATION AND SUPPORT | 44 | 1,307,622.34 |
| GRAND TOTAL | 209 | GRAND TOTAL 45,015,354.59 |
| Purchase orders, contracts issued by PTS | 209 | |
| Purchase orders, contracts issued by UNIDO on behalf of PTS | 0 | |
| * Includes US\$1,745,335 for HA1 (Cape Leeuwin) to be obligated against 2000 funds (CIF). | | |

APPENDICE III

**ACHATS D'UN MONTANT SUPÉRIEUR À 150,000 DOLLARS POUR LESQUELS
IL N'Y A QU'UN SEUL FOURNISSEUR, 1999**

| Major Programme | Description | Station Code | Contractor | Country | Fin. Rule No. | Value in US\$ | Total in US\$ |
|---------------------------------------|---|------------------|-----------------------|--------------|----------------|---------------|---------------|
| I. INTERNATIONAL MONITORING SYSTEM | Site Prep. & Construction, Makanchi | PS23 | NNC | Kazakhstan | 11.5.06(d) | 1,082,788.00 | |
| | Noble Gas Equipment | N/A | Khlopin Institute | Russian Fed. | 11.5.06(a) | 210,428.00 | |
| | Site Surveys, Equipment & Installation in USA | IS53 to IS60 | Univ. of Mississippi | USA | 11.5.06(f) | 827,850.00 | |
| | Equipment for 4 IS Stations | N/A | Tekelec | France | 11.5.06(f) | 924,320.00 | |
| | Contract for 11 IMS Stations | 11 stations | DASE | France | 11.5.06(a,c,d) | 1,406,236.00 | |
| | Site Preparation, Warramunga | IS7 | ANU | Australia | 11.5.06(d) | 190,340.00 | |
| | Site Installations, Melbourne, Perth | RN4, RN10 | ARPANSA | Australia | 11.5.06(d) | 655,308.00 | |
| | Installation of a Boiler | N/A | RIPT | Russian Fed. | 11.5.60(d) | 169,782.00 | |
| | Site Survey & Array Design, China | PS12, PS13 | China Seismol. Bureau | China | 11.5.06(a) | 198,384.00 | |
| | Site Installations, Chatham, Kaitaia, Cook Islands | RN23, RN46, RN47 | NRL | New Zealand | 11.5.06(d,c) | 1,101,803.00 | |
| | Testing & Evaluation, Seismic Array, Warramunga | PS2 | ANU | Australia | 11.5.06(a,c,d) | 303,454.00 | |
| | Site Prep. & Installation, Norway | PS28 | NORSAR | Norway | 11.5.06(d) | 377,091.00 | |
| | 6 Site Surveys in Russian Fed. | 6 stations | RIPT | Russian Fed. | 11.5.06(a) | 250,400.00 | |
| | Site Survey & Array, Mongolia | PS25 | DASE | France | 11.5.06(c,d) | 759,267.00 | |
| | Site Installation, Stockholm | RN63 | FOA | Sweden | 11.5.06(d) | 338,021.00 | |
| | Equipment for 5 IS Stations | N/A | DASE | France | 11.5.06(c) | 237,832.00 | |
| | | | | | | | 9,033,304.00 |

| | | | | | | | |
|---------------------------------|-------------------------|-----|-----------------|---------|------------|------------|---------------------|
| 2. INTERNATIONAL DATA CENTRE | Link to Arlington, VA | N/A | Telecom Austria | Austria | 11.5.06(c) | 234,000.00 | |
| | IDC Consulting Services | N/A | Taylor McKenzie | USA | 11.5.06(c) | 225,000.00 | |
| | Grand Total | | | | | | 459,000.00 |
| | | | | | | | 9,492,304.00 |